

URANIUM NIGÉRIEN

Les États-Unis misent sur un corridor via l'Algérie

Le transport de l'uranium nigérien vers les marchés internationaux pourrait emprunter une nouvelle voie, orientée vers le nord à travers l'Algérie.

Face à la dégradation de la sécurité sur les routes traditionnelles reliant le Niger aux façades maritimes, le projet Dasa, développé par la compagnie canadienne Global Atomic avec le soutien financier des États-Unis, explore désormais une alternative passant par le Sahara algérien, dans un contexte où Washington cherche à sécuriser son accès à une ressource jugée stratégique. P 3

**PRISE EN CHARGE DES SINISTRÉS DES INCENDIES**
L'Etat poursuit son accompagnement

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Hattab, a souligné, hier au cours d'une visite d'inspection dans la wilaya de Jijel, que l'Etat "poursuit la mobilisation de tous ses moyens pour prendre en charge et accompagner les citoyens touchés par les récents incendies, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

P 2

LE MARCHÉ BANCAIRE ALGÉRIEN EN 2025**Points essentiels et grandes tendances**

Le total de bilan de la place bancaire algérienne évalué à 25.667 milliards de DZD, est en hausse de 5.44 % par rapport à 2024. Notre place bancaire reste néanmoins de taille modeste. Son bilan consolidé représente environ 190 milliards de US\$. Celui-ci représente un peu moins de 67.50 % du PIB du pays exprimé en DZD.

Par Rachid SEKAK

P 5

PRIX À LA CONSOMMATION À ALGER**Une légère baisse de 0,8 % en juillet**

L'Indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger a enregistré une baisse de près de 0,8 % en juillet 2026 par rapport à juin, selon le dernier bulletin de l'Office national des statistiques (ONS). Un mouvement qui prend le contre-pied de l'année précédente : en juillet 2025, l'indice avait progressé de 0,4 % sur un mois.

P 3

SALON DES PRODUITS
DE LA CONSTRUCTION, DE LA CÉRAMIQUE
ET DE LA FAÏENCE

65 entreprises
au rendez-vous à Batna P 2

RENCONTRE D'AFFAIRES ALGÉRO-
ALLEMANDE LUNDI À ALGER

L'hydrogène vert et le
stockage d'énergie au menu P 3

INSTALLATION DU NOUVEAU WALI
DE BOUMERDÈS

Le ministre Sayoud appelle à
accélérer les projets
structurants P 16

FORUM SUR LES POLITIQUES D'INVESTISSEMENT
Une délégation de l'AAPI à Dar es-Salaam

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a participé, à Dar es-Salaam (Tanzanie), à la 17e édition du Forum sur les politiques d'investissement, dans le cadre de ses démarches visant à renforcer l'échange d'expertises et à prendre connaissance des approches internationales dans le domaine de la gouvernance, a indiqué samedi un communiqué de l'Agence. Les travaux de ce forum, organisé par l'Institut international du développement durable (IIDD) du 16 au 18 septembre courant, ont porté sur l'évolution et l'impact des règles internationales relatives à l'investissement sur les cadres et politiques d'investissement aux niveaux régional et national, ainsi que sur les processus de réforme en cours en matière de gouvernance de l'investissement, précise la même source. Au cours des débats, les participants ont mis en avant l'importance de la "cohérence verticale" dans la gouvernance, à travers l'alignement des politiques et des instruments liés à l'investissement aux niveaux international, régional et national, afin que les engagements pris à un niveau donné ne soient pas en contradiction avec les objectifs définis et les politiques adoptées à un autre niveau, mais qu'ils se renforcent mutuellement pour parvenir à des résultats concrets et durables au service du développement, conclut le communiqué.

R. E.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE : RECOIT L'AMBASSADRICÉ DE SUEDE
Examen des moyens de renforcer la coopération bilatérale

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a reçu, samedi, l'ambassadrice de Suède auprès de l'Algérie, Anna Block Mazoyer, et la délégation l'accompagnant, avec lesquels il a examiné le renforcement de la coopération bilatérale, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue au siège du ministère en présence de nombre de ses cadres centraux, a été l'occasion de "passer en revue les moyens de développer la coopération entre l'Algérie et la Suède et d'élargir les domaines de partenariat, de manière à renforcer les relations économiques et industrielles entre les deux pays, au service des intérêts communs", précise le communiqué.

PRISE EN CHARGE DES SINISTRÉS DES INCENDIES

L'Etat poursuit son accompagnement

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Hattab, a souligné, hier au cours d'une visite d'inspection dans la wilaya de Jijel, que l'Etat "poursuit la mobilisation de tous ses moyens pour prendre en charge et accompagner les citoyens touchés par les récents incendies, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

Synthèse R E

Le ministre, affirmant que l'action des pouvoirs publics se poursuivra jusqu'à la résorption des conséquences des incendies, a souligné que la prise en charge des sinistrés "ne se limite pas à une réponse immédiate à une situation exceptionnelle, mais repose sur un accompagnement concret et continu garantissant l'accès des citoyens aux différents services, notamment en matière de protection sociale, de couverture sanitaire et de prestations relevant de la compétence du secteur". M. Hattab a rappelé, dans ce cadre, les mesures prises par son secteur en faveur des citoyens sinistrés, notamment la facilitation de l'accès aux services sociaux et de santé, le renforcement de la présence

des services de sécurité sociale dans les zones concernées au moyen de caravanes mobiles allant à la rencontre des citoyens, en plus de la mise en place de canaux de communication et d'écoute, au premier rang desquelles figure le numéro vert mis à leur disposition. Le ministre a souligné que ces mesures "reflètent la volonté de l'Etat de placer le citoyen au cœur de l'action publique et d'assurer la présence de ses institutions sur le terrain, notamment dans des circonstances exceptionnelles qui exigent une réactivité et une prise en charge efficaces". Il a également insisté, à cette occasion, sur le fait que les différents services relevant de son secteur sont "tenus de suivre sur le terrain les dossiers des personnes sinistrées et de répondre à leurs préoccupa-

tions dans des délais très courts, afin qu'aucun citoyen sinistré ne se retrouve sans accompagnement ni orientation". M. Hattab a précisé que cette approche "s'inscrit dans la nouvelle vision du secteur du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, qui place le citoyen au cœur du service public, en privilégiant une approche fondée sur l'écoute, la proximité et l'anticipation de ses besoins". Il a ajouté que la présence sur le terrain des services du secteur, notamment dans les zones sinistrées, "restera effective jusqu'à la prise en charge de toutes les préoccupations recensées", soulignant que l'Etat "continuera à jouer son rôle de solidarité et de protection sociale envers les citoyens sinistrés et que ses institutions resteront à leurs côtés dans de telles circonstances".

SALON DES PRODUITS DE LA CONSTRUCTION, DE LA CÉRAMIQUE ET DE LA FAÏENCE

65 entreprises au rendez-vous à Batna

Par Zahir R.

La première édition du Salon des produits de la construction, de la céramique et de la faïence a ouvert ses portes, hier à Batna, avec la participation de 65 entreprises nationales, dont 30 exportatrices. La manifestation, qui se tient du 19 au 22 septembre 2026, est placée sous le slogan « Haute qualité et perspectives prometteuses à l'export ». L'ouverture s'est déroulée en présence du chargé de la gestion du Secrétariat général du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Abdelbaki Djahnine, du wali de Batna, Riad Ben Ahmed, ainsi que du directeur général de la promotion des expor-

tations, Samir Derradji, et de plusieurs cadres du ministère. Organisée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec la wilaya de Batna, cette manifestation, qui se poursuit jusqu'au 22 septembre, met en avant la diversité et la qualité des produits nationaux relevant des filières de la construction, de la céramique et de la faïence. Lors d'une visite des différents stands, la délégation officielle a pris connaissance des gammes de produits fabriqués localement, ainsi que des capacités de production des entreprises participantes et de leurs offres destinées aussi bien au marché national qu'aux marchés extérieurs.

Les représentants des entreprises ont, à cette occasion, présenté leurs expériences en matière d'exportation, notamment leur accès récent à de nouveaux marchés internationaux, ainsi que les opportunités offertes et les perspectives d'élargissement de la présence des produits algériens à l'étranger. Cette manifestation vise également à offrir aux entreprises nationales un espace pour présenter leurs capacités de production, promouvoir leurs produits et identifier de nouvelles opportunités commerciales et de partenariat, en vue de soutenir leur démarche d'expansion sur les marchés extérieurs. Le salon constitue, en outre, un cadre de rencontre entre les producteurs nationaux, les opérateurs économiques et les pro-

fessionnels du secteur, favorisant l'échange d'expériences et une meilleure connaissance des exigences des différents marchés. Cette dynamique devrait contribuer au développement des échanges commerciaux et à l'amélioration de la capacité des produits nationaux à accéder à de nouveaux débouchés internationaux, à la faveur de la diversification des marchés d'exportation. Les activités du salon se poursuivront jusqu'au 22 septembre, avec la participation des entreprises exposantes qui auront l'occasion de promouvoir leurs produits et leurs capacités, tout en explorant de nouvelles opportunités de coopération, de partenariat et d'accès aux marchés extérieurs.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Une délégation algérienne en mission de travail au Bénin

Une délégation algérienne opérant dans le domaine de l'industrie pharmaceutique effectue une mission de travail en République du Bénin, dans le cadre du renforcement des relations de coopération entre les deux pays dans ce domaine, a indiqué jeudi un communiqué du ministère de l'Industrie pharmaceutique. A cette occasion, la délégation algérienne, conduite par le directeur général du Groupe public Saidal, Younes Bouarara, a tenu une rencontre avec le ministre de la Santé de la République du Bénin, Benjamin Ignace Bodounrin Hounkpatin, en présence de l'ambassadeur d'Algérie au Bénin, Ammar Hadjar.

Cette rencontre a été l'occasion de discuter des moyens de renforcer la coopération et le partenariat entre les deux pays dans le domaine de la production de médicaments, d'exposer les opportunités de développement des échanges et de renforcement de la présence des produits pharmaceutiques algériens sur le marché béninois, ainsi que d'examiner les perspectives de coopération en matière de formation et de transfert d'expertises et de technologies. Cette visite s'inscrit, selon le ministère, dans le cadre de la concrétisation des conclusions de la Conférence ministérielle africaine sur la production locale de médicaments et autres technologies de santé,

tenue à Alger en novembre 2025, laquelle a été couronnée par l'adoption à l'unanimité de la "Déclaration d'Alger", en tant que feuille de route pour le renforcement de la souveraineté sanitaire du continent africain. Cette mission reflète également "les efforts de l'Etat algérien visant à promouvoir la coopération et l'intégration africaine, à travers l'élargissement des partenariats avec les pays africains, l'échange d'expertises et le renforcement des capacités dans le domaine de la production de médicaments, contribuant ainsi à la consolidation de la sécurité sanitaire et à la réalisation de la souveraineté sanitaire du continent".

APS

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

URANIUM NIGÉRIEN

Les États-Unis misent sur un corridor via l’Algérie

Le transport de l'uranium nigérien vers les marchés internationaux pourrait emprunter une nouvelle voie, orientée vers le nord à travers l'Algérie. Face à la dégradation de la sécurité sur les routes traditionnelles reliant le Niger aux façades maritimes, le projet Dasa, développé par la compagnie canadienne Global Atomic avec le soutien financier des États-Unis, explore désormais une alternative passant par le Sahara algérien, dans un contexte où Washington cherche à sécuriser son accès à une ressource jugée stratégique.

Par Selma R.

Le dossier a franchi une étape importante avec l'approbation, par la Development Finance Corporation (DFC) américaine, d'un financement pouvant atteindre 414 millions de dollars pour le projet d'uranium de Dasa, au Niger. Cette annonce, rapportée par Reuters, intervient deux ans après le départ des forces américaines du pays, alors même que les partenariats économiques et sécuritaires de Niamey se recomposent. Porté par Global Atomic, présenté comme l'un des gisements d'uranium à plus haute teneur en Afrique, ce projet constitue pour Washington un moyen de renforcer son accès à une matière première dont l'importance stratégique s'est accrue depuis que l'uranium a été ajouté, l'année dernière, à la liste américaine des minerais critiques. La principale difficulté demeure toutefois logistique. Le Niger étant un pays enclavé, l'acheminement de l'uranium vers les ports d'exportation dépend de corridors traversant des zones où les risques sécuritaires se sont accrus. C'est pourquoi, selon une source informée des discussions citée par Reuters, Global Atomic étudie plusieurs possibilités pour contourner les routes devenues plus exposées. Parmi les options envisagées figure ainsi une route orientée vers le nord, traversant l'Algérie et le Sahara, dans laquelle il s'agirait d'investir afin de

disposer d'un corridor alternatif pour l'exportation du minerai nigérien. À ce stade cependant, il s'agit seulement d'une piste à l'étude, et non de l'annonce d'un projet d'infrastructure officiellement conclu entre Washington, Niamey et Alger. Cette perspective donne néanmoins une dimension particulière au rôle potentiel de l'Algérie. La frontière commune avec le Niger et l'existence d'axes routiers transsahariens offrent en effet une possibilité de connexion vers le nord, à un moment où les conditions de sécurité compliquent les itinéraires traditionnels. Le renforcement récent des relations entre Alger et Niamey constitue également un élément de contexte notable : Reuters rappelle ainsi que l'Algérie a envoyé des avions au Niger durant l'été pour aider les autorités nigériennes à faire face à une nouvelle tentative de mutinerie. L'intérêt américain pour ce dossier ne se limite donc pas au seul financement d'une mine. Selon des sources proches du projet citées par Reuters, l'opération représente pour Washington une occasion de consolider son accès à une ressource énergétique stratégique, qui pourrait sinon tomber dans la sphère d'influence de puissances rivales. Ce financement intervient d'ailleurs dans un contexte particulièrement sensible pour le secteur minier nigérien, puisque Niamey est engagé dans un différend avec le groupe français Orano, historique-

ment très présent dans l'exploitation de l'uranium du pays. Ce dernier a en effet engagé une procédure d'arbitrage international après avoir perdu le contrôle de certains actifs miniers, un contentieux qui concerne également des stocks d'uranium. Pour les États-Unis, le projet Dasa représente ainsi tout à la fois une opération minière, un investissement financier et un moyen de renforcer leur présence économique dans un secteur stratégique au Niger, la DFC ayant approuvé une facilité de dette pouvant atteindre 414 millions de dollars tandis que les autorités américaines cherchent, selon Reuters, à renouer progressivement avec Niamey après le retrait de leurs forces en 2024. Si cette option nord devait se concrétiser, l'Algérie pourrait ainsi occuper une position importante dans la chaîne d'acheminement de l'uranium nigérien. Le corridor envisagé permettrait en effet de relier les zones minières du nord du Niger au réseau de transport algérien, avant de poursuivre l'acheminement vers des infrastructures adaptées à l'exportation. Une telle perspective reste cependant conditionnée à plusieurs facteurs : la sécurité du tracé, les accords entre les différents États concernés, les investissements nécessaires et les modalités de transport d'un minerai soumis à des exigences réglementaires particulières.

PRIX À LA CONSOMMATION À ALGER

Une légère baisse de 0,8 % en juillet

Par Z. R.

L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger a enregistré une baisse de près de 0,8 % en juillet 2026 par rapport à juin, selon le dernier bulletin de l'Office national des statistiques (ONS). Un mouvement qui prend le contre-pied de l'année précédente : en juillet 2025, l'indice avait progressé de 0,4 % sur un mois. Ce repli ne signe pourtant pas une détente de fond. Sur un an, la variation des prix à la consommation à Alger atteint +7,2 %, et le rythme d'inflation annuel, qui compare la période août 2025-juillet 2026 aux douze mois précédents, s'établit à +3,1 %. La décreue s'explique pour l'essentiel par le repli des biens alimentaires, en baisse de près de 1,7 % sur le mois, après un recul de 0,3 % en juin. Les services y contribuent également, avec -0,6 %. Au sein du panier alimentaire, ce sont les produits agricoles frais qui décrochent, avec une baisse de 2,9 %. Le mouvement est tiré par deux postes : les fruits, en chute de 27,6 %, et les poissons, en recul de 11,9 %. La viande de poulet cède également 2,1 %, selon les chiffres de l'ONS. Mais la baisse est loin d'être générale. Deux produits de grande consommation évoluent en sens inverse. En effet, les légumes progressent de 8,3 % et les œufs de 12,4 % sur le seul mois de juillet. Quant aux produits alimentaires industriels, ils font preuve d'une stabilité quasi totale. Concernant les produits alimentaires, en juillet 2026, les prix ont augmenté de 6,9 % par rapport à juillet 2025. Les produits agricoles frais affichent, eux, une hausse de 13,2 %, avec un pic de 19,3 % pour la viande et les abats de mouton. Seuls les produits alimentaires industriels échappent à la tendance, avec une légère baisse de 0,1 % sur douze mois. Hors alimentation, les prix des produits manufacturés progressent de 0,17 % sur le mois, tandis que ceux des services reculent de 0,6 %. C'est toutefois sur un an que l'écart se creuse : les produits manufacturés enregistrent une hausse de 9,5 %, contre seulement 1,4 % pour les services. Les biens manufacturés constituent ainsi, avec l'alimentaire frais, le principal foyer d'inflation à Alger, alors que les prestations de services restent pratiquement gelées. Établi à partir de relevés effectués dans un échantillon de 17 villes et villages représentatifs des différentes régions du pays, l'indice national confirme la tendance algéroise, avec une amplitude moindre. En juillet 2026, il recule de près de 0,6 % par rapport au mois précédent, les prix des biens alimentaires diminuant de 1,2 % contre 1,7 % dans la capitale.

RENCONTRE D'AFFAIRES ALGÉRO-ALLEMANDE LUNDI À ALGER

L'hydrogène vert et le stockage d'énergie au menu

Par Selma R.

L'hydrogène vert et le stockage de l'énergie seront au centre d'une rencontre d'affaires algéro-allemande prévue lundi à Alger, avec la participation d'entreprises des deux pays spécialisées dans les énergies renouvelables et les technologies énergétiques. Organisée par la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie), cette rencontre vise à rapprocher les opérateurs économiques et à faire émerger des opportunités de partenariat dans des filières appelées à prendre une place croissante dans la transition énergétique. La rencontre s'inscrit dans le cadre d'un voyage d'affaires organisé du 21 au 25 septembre en Algérie et en Tunisie, au titre de l'initiative allemande d'exportation dans le domaine de l'énergie. Elle réunira des représentants d'entreprises, d'institutions sectorielles, de ministères et d'organisations professionnelles des deux pays, les échanges portant notamment sur les besoins technologiques liés au développement de l'hydrogène vert, des énergies renouvelables et des infrastructures de

stockage. La délégation allemande attendue à Alger présentera ainsi plusieurs solutions destinées à accompagner le développement de la filière hydrogène : les entreprises participantes proposeront notamment leur expertise dans l'électrolyse, le traitement et le dessalement de l'eau, le stockage et la compression, ainsi que dans les pompes et différents équipements industriels. Les discussions concerneront également la reconversion de canalisations existantes, l'ingénierie, la certification et les études de faisabilité, cette diversité des domaines couverts traduisant l'importance des besoins industriels associés à la production et au transport de l'hydrogène vert, depuis les équipements de production jusqu'aux infrastructures nécessaires à son acheminement. Le stockage de l'énergie occupera également une place importante dans les échanges, dans la mesure où le développement des énergies renouvelables, dont la production peut varier en fonction des conditions météorologiques, nécessite des solutions permettant de mieux gérer l'équilibre entre production et consommation. Dans ce cadre, les technologies de stockage et de compression pro-

posées par les entreprises allemandes pourront être présentées aux opérateurs algériens à la recherche de solutions adaptées à leurs projets. Le corridor SouthH2 constituera l'un des principaux dossiers examinés lors de la rencontre. Cette infrastructure doit en effet permettre, à terme, d'acheminer l'hydrogène vert produit en Algérie vers l'Europe, donnant ainsi une dimension industrielle et commerciale aux efforts engagés dans le développement de cette nouvelle filière énergétique. Les travaux prévoient donc des présentations consacrées au secteur algérien de l'énergie et des énergies renouvelables, ainsi qu'aux actions envisagées pour développer l'hydrogène en Algérie. La coopération autour du corridor SouthH2 devrait également être abordée sous l'angle des besoins technologiques, des infrastructures et des possibilités de partenariat entre les entreprises des deux pays. La rencontre intervient par ailleurs dans un contexte marqué par la mise en œuvre de la stratégie algérienne de développement de l'hydrogène et du programme national des énergies renouvelables. Pour l'AHK Algérie, ces orientations,

auxquelles s'ajoutent les projets d'infrastructures liés au corridor SouthH2, inscrivent le pays dans une trajectoire industrielle de long terme dans le domaine de l'énergie propre. Outre les présentations et les discussions institutionnelles, la journée sera également consacrée aux contacts directs entre opérateurs économiques. Des rencontres B2B sont ainsi programmées afin de permettre aux entreprises algériennes et allemandes d'identifier des projets communs et des partenaires potentiels. Des exposés de l'Agence allemande de coopération internationale pour le développement durable (GIZ), des entreprises participantes, ainsi qu'une table ronde consacrée aux perspectives de coopération bilatérale, compléteront le programme, l'enjeu étant de rapprocher les capacités technologiques allemandes des besoins liés au développement des nouvelles filières énergétiques en Algérie. L'électrolyse, le stockage, la compression, le dessalement de l'eau, l'ingénierie ou encore la certification figurent ainsi parmi les domaines susceptibles de donner lieu à des coopérations industrielles.

START-UP

Lancement d’un programme de formation en prévision du “Hackathon africain” prévu à Annaba du 30 septembre au 3 octobre

DESSALEMENT D'EAU DE MER
Production de 100 millions m3 à la station de Cap Blanc à Oran depuis sa mise en exploitation

La station de dessalement d'eau de mer de Cap Blanc, dans la wilaya d'Oran, a atteint vendredi une production cumulée de 100 millions de mètres cubes (m3) d'eau dessalée destinée à la consommation, depuis son entrée en exploitation, indique un communiqué de l'Algérienne des eaux dessalées (ADC), filiale du groupe Sonatrach. Le communiqué précise que cette réalisation constitue une étape importante dans le processus d'exploitation de cette infrastructure stratégique et reflète les efforts continus des cadres et travailleurs de la station, ainsi que leur engagement à assurer la continuité du service public et à maintenir les niveaux de performance et de fiabilité, contribuant ainsi au renforcement de la sécurité hydrique et à la stabilité de l'approvisionnement en eau potable. Cette réalisation confirme également le rôle central des usines et stations de dessalement d'eau de mer dans le soutien au système national de l'eau, à travers la valorisation des ressources hydriques non conventionnelles et le renforcement de la capacité de l'Algérie à assurer une ressource en eau durable, dans le cadre de la politique nationale visant à consolider la sécurité hydrique. Dans ce contexte, l'ADC a réaffirmé "son engagement à poursuivre l'accomplissement de ses missions avec responsabilité et disponibilité, et à mobiliser ses moyens humains et techniques, afin d'assurer la continuité de la production et la qualité du service, au service du citoyen et en soutien aux efforts nationaux dans le domaine de la sécurité hydrique", selon le communiqué.

APS

Le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises a annoncé le lancement du programme de formation préparatoire à la 2e édition du Hackathon africain "Nocode Hack", prévu du 30 septembre au 3 octobre prochain dans la wilaya d'Annaba, avec la participation de 112 concurrents venant d'Algérie et de plusieurs pays africains, indique un communiqué du ministère. Supervisant le lancement de ce programme, jeudi, par visioconférence, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a souligné l'importance

d'accompagner les participants dans le lancement d'un véritable projet économique, qu'il s'agisse de la création d'une start-up ou d'une activité libre dans le cadre du statut d'auto-entrepreneur, en tant que moyen fluide et efficace pour accéder à l'économie numérique et assurer la durabilité de l'activité économique dans ce domaine. Après avoir salué cet évènement, M. Ouadah a souligné que l'objectif principal du secteur est d'encourager toutes les initiatives visant à transformer les idées, les connaissances et les compétences en activité économique et en projet réel, contribuant ainsi à la nouvelle économie fondée sur la connaissance, selon la même source.

Cette manifestation rassemble les start-up, les entrepreneurs, les étudiants et les innovateurs issus de plusieurs pays africains afin de travailler sur des défis réels en utilisant des outils spécifiques à la technique (No-Code), permettant ainsi aux participants de transformer leurs idées en produits minimums viables (MVP) dans un délai record et à moindre coût. Cette initiative tend également à permettre aux jeunes de concrétiser leurs projets innovants et à favoriser leur coopération en vue de développer les compétences numériques et entrepreneuriales, conclut le communiqué.

APS

EN PARTENARIAT AVEC LA FONDATION SALIMA SOUAKRI ET KAFIL EL YATIM
AMIR 2000 agit pour une rentrée scolaire plus solidaire

À l'occasion de la rentrée scolaire 2026, AMIR 2000 réaffirme son engagement citoyen en faveur de l'éducation et de la solidarité à travers une initiative destinée à accompagner 500 élèves en situation de précarité à Oran et dans la wilaya de Jijel. Menée en partenariat avec la Fondation Salima Souakri pour l'Action Caritative et Humanitaire et l'association Kafil El Yatim – Sidi Chahmi Oran, cette initiative vise à apporter un soutien concret aux enfants et à leurs familles, afin de leur permettre d'aborder la nouvelle année scolaire dans des conditions plus sereines. Des fournitures scolaires pour accompagner les enfants dans les territoires touchés À travers la Fondation Salima Souakri, plus de 250 élèves en situation de précarité à Oran et dans la zone sinistrée de Jijel bénéficient de kits scolaires adaptés à leurs besoins. À Jijel, cette contribution s'adresse notamment aux enfants de familles touchées par les récents incendies. Au-delà des fournitures distribuées, l'initiative entend leur témoigner une attention particulière et leur permettre de préparer leur rentrée avec davantage de sérénité, malgré les difficultés auxquelles ils ont été confrontés. Des bons d'achat pour une rentrée adaptée aux besoins de chaque enfant En parallèle, 250 élèves accompagnés par l'association Kafil El Yatim – Sidi Chahmi Oran ont reçu des bons d'achat destinés à l'acquisition de leur tenue de rentrée. Cette démarche leur permet de choisir leurs vêtements en fonction de leurs préférences et de leurs besoins, tout en apportant un soutien direct aux familles à l'approche de la rentrée scolaire. Une mobilisation collective au service de la solidarité Au-delà de l'aide matérielle, cette initiative a également mobilisé des collaborateurs volon-

taires d'AMIR 2000, qui ont participé à la préparation et à la distribution des kits scolaires aux côtés des bénévoles des associations partenaires. Cette mobilisation collective illustre la volonté de l'entreprise de faire de la solidarité une démarche concrète, fondée sur l'engagement de ses équipes et la coopération avec des acteurs associatifs de terrain. Une action qui traduit les

valeurs d'AMIR 2000 Cette initiative s'inscrit dans la continuité de l'engagement citoyen d'AMIR 2000 et reflète les valeurs qui animent l'entreprise. Elle témoigne également de la volonté de AMIR 2000 de faire vivre sa solidarité à travers des actions concrètes en faveur des enfants et des communautés locales.

Synthèse R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 17 سبتمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Septembre 2026

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			
DA / Kg		دج / كغ			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	102	115	90	البطاطا
	Tomate	90	108	73	الطماطم
	Oignon sec	73	83	63	البصل الجاف
	Ail sec	819	934	703	الثوم الجاف
	Carotte	130	143	116	الجزر
	Navet	164	182	146	اللفت
	Poivron	129	147	111	الفلفل الاخضر
	Piment	146	168	124	الفلفل الحار
	Courgette	158	176	141	الكوسة
	Haricot vert	255	281	228	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	173	191	156	الخس
Fruits frais	Pomme locale	406	509	303	التفاح المحلي
	Datte	502	360	379	التمر
	Raisin	286	593	212	العنب
	Melon	101	115	88	البطيخ الاصفر
	Pastèque	82	93	71	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2104	2255	1953	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	538	553	523	الدجاج
	Œufs (Unité)	20	22	19	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	103	89	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	342,00	-0,87	-1,16	-5,20	7,29	7,60	290	99 180,00
AYRADE	AYRD	815,00	815,00	0,00	0,00	0,15	116,43	-	906	738 390,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,11	7,56	7,64	43368	60 715 200,00
BIOPHARM	BIO	2 516,00	NC	0,00	0,05	0,78	8,89	8,36	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 039,00	2049,00	0,49	0,07	-6,47	8,49	8,54	51364	105 244 836,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-1,25	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	NC	0,00	0,72	2,10	1,19	8,12	0	0,00

RENTREE SOCIALE 2026-2027

L’ETUSA met en place un programme spécial à partir de dimanche prochain

L'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé, dans un communiqué, un nouveau programme spécial de transport à l'occasion de la rentrée sociale (2026-2027), et ce, à partir de dimanche prochain, dans le cadre de l'amélioration du service de transport public et de la facilitation des déplacements des citoyens. "Conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à assurer une prise en charge optimale des déplacements des citoyens et à leur garantir un service public de haute qualité, l'ETUSA informe son aimable clientèle de la mise en place d'un programme spécial de transport à l'occasion de la rentrée so-

ciale, à compter du 20 septembre 2026", précise le communiqué. Dans le cadre de ces objectifs, "l'établissement a renforcé son dispositif en doublant le nombre de bus, en mobilisant l'ensemble de ses ressources humaines et matérielles et en assurant un transport fluide et sécurisé des citoyens sur l'ensemble des lignes", a ajouté la même source. S'agissant du service de jour, "le programme compte 222 lignes, avec les premiers départs des bus à 06h00, et les derniers départs sont prévus à 18h30". Quant au service de nuit, "il compte 23 lignes, les premiers départs sont prévus à 19h00, alors que les derniers départs sont prévus à 00h00 (minuit)".

LE MARCHÉ BANCAIRE ALGÉRIEN EN 2025

Points essentiels et grandes tendances

Le total de bilan de la place bancaire algérienne évalué à 25.667 milliards de DZD, est en hausse de 5.44 % par rapport à 2024. Notre place bancaire reste néanmoins de taille modeste. Son bilan consolidé représente environ 190 milliards de US\$. Celui-ci représente un peu moins de 67.50 % du PIB du pays exprimé en DZD.

ANNEE 2024	TABLEAU 2												
EN MILLIARDS DE DZD	T Bilan	Depots	SECTEUR BANCAIRE A FIN 2024	Prets	PNB	RBE	COEF EXP %	Profit	Fds Propres	Prov nettes	RoE %	B. Tresor	BT/ Tbilan
BANQUE EXTERIEURE ALGERIE	5312	4306	1642	102,77	84,87	17,44	42,63	520	41,4	7,99	1480		
BANQUE NATIONALE ALGERIE	5807	3222	2015	123,39	88,03	28,65	45,15	470,84	42,98	9,98	3196		
CREDIT POPULAIRE ALGERIE	3237	1931	1140	74,41	49,14	33,96	41,93	317,6	3,78	13,99	830		
BANQUE AGRICULTURE ET DEV RURAL	2286	1789	1355	73,93	43,01	41,81	25,35	182,06	14,08	15,32	486,3		
BANQUE DEVELOPPEMENT LOCAL	1835	1456	1055	67,71	44,84	33,77	22,92	145,35	19,5	18,42	534		
CNEP	2109	1599	837	58,98	37,61	36,23	22,01	152,7	15,74	15,86	882,26		
BNH	654	1,43	0	5,7	0,93	83,57	0,525	98,62	0,327	nc	294,2		
BANQUES PUBLIQUES	21240	14304,43	8044	506,89	348,43	31,26	200,515	1887,17	137,807	12,1	7702,76		
SOCIETE GENERALE ALGERIE	510	408,7	278	31,35	18,97	39,48	9,96	62,28	5,53	16,58	125		
BNP PARIBAS EL DJAZAIR	298,3	238,6	154,7	16,28	7,27	55,35	4,7	33,54	0,375	14,18	51,16		
NATIXIS ALGERIE	229	184	109,23	11,58	6,05	47,75	4	30,82	0,628	14,62	87,76		
GULF BANK ALGERIE	409,5	338,13	184,24	19,44	10,87	44,08	4,22	39,82	5,52	10,04	126,2		
ARAB BANK	124,3	91,54	64,83	5,93	3,89	34,46	2,55	23,99	0,317	10,77	26,89		
CITIBANK ALGERIA	177	141,47	35,57	10,95	9,09	16,9	7,13	27,76	-0,448	26,09	111,2		
HSBC ALGERIA	98,1	70,03	19,76	5,37	3,46	35,52	2,51	22,75	-0,032	11,16	48,07		
TRUST BANK ALGERIA	178,19	118,4	143,2	10,98	7,46	31,99	5,26	37,6	0,19	13,81	0,15		
FRANSABANK EL DJAZAIR	171	138,5	121,3	8,82	5,44	38,33	2,89	23,54	1,49	12,79	3,13		
HOUSING BANK ALGERIA	99,45	68,36	48,32	5,99	3,93	34,3	2,51	23,89	0,45	10,9	30,46		
AL BARAKA	319,3	267,4	126,63	9,14	4,89	46,46	3,04	30,87	0,65	9,95	0		
AL SALAM BANK	389,4	334,35	273,4	16,87	11,7	30,63	6,67	39,57	2,86	20,16	0		
ARAB BANK CORPORATION ABC	98,31	58,36	69	5,05	2,575	49,03	1,77	29,41	0,3	6,56	10,13		
BANQUES PRIVEES	3101,85	2457,84	1628,18	157,75	95,595	39,4	57,21	425,84	17,83	13,98	620,15	19,99 % du TB	
TOTAUX 2024 POUR MARCHÉ GLOBAL	24342	16762	9672,18	664,63	444,02	33,19	257,72	2313,01	155,63	13,29	8323	34,19 % du TB	
TOTAUX 2023 POUR MARCHÉ GLOBAL	23380	15241	9388	567	360	36,5	252	2222	74,15	12,99	7310		
TOTAUX 2022 POUR MARCHÉ GLOBAL	22003	14642	8845	513	331	35,45	226	1830	74,66	12,58	6347		
SOURCES : COMPILATION DES ETATS FINANCIERS PUBLIES PAR LES BANQUES PARSEKAK CONSEILS													

Par Rachid SEKAK (*)

Une donnée qui démontre la faiblesse de l’intermédiation bancaire en Algérie et incite à la réflexion pour en déterminer les causes et ce dans le contexte bien particulier d’une finance directe embryonnaire et où l’intermédiation bancaire couvre la quasi-totalité du financement de l’économie. Cette réflexion nous permettra, sans aucun doute, à mieux comprendre l’incapacité passée du pays à générer une croissance à deux chiffres malgré des ressources abondantes notamment en devises. Les sept banques publiques continuent de largement dominer le marché avec un total de bilan de 22.140 milliards de DZD soit 86.25 % de la place. Le bilan consolidé des 14 banques privées-étrangères est de 3.527 milliard. A noter néanmoins qu’en 2025 la hausse des bilans des banques privées a été plus rapide que celle des banques publiques (13.70 % versus 4.23 %)

Facteurs sous-jacents à la hausse des bilans

Trois facteurs essentiels expliquent la hausse des bilans :
- La hausse des dépôts clientèle de 5.28 % à 17.647 milliards
- La hausse des prêts à la clientèle de 15.78 % à 11.199 milliards
- Le maintien de portefeuille de Bons du Trésor importants
La part des banques publiques dans le total des dépôts de la clientèle est de 84.3 %
Celle des banques privées est de 15.7 %

La part des banques publiques dans le total des crédits à la clientèle est de 83.45 %
Celle des banques privées se situe à 16.55 %
A noter le gap entre le montant des prêts à la clientèle et les dépôts de la clientèle de plus de 6.400 milliards symptomatique de la liquidité du marché et d’une réserve importante de fonds prêtables. L’interconnexion entre secteur bancaire et finances publiques reste de la première importance. A ce titre, il faut relever que le portefeuille de Bons de Trésor détenue par les banques de la place est 8546 Milliards de DZD. Ce qui représente en moyenne 33.30 % du total des bilans. Cette proportion est en forte hausse depuis plusieurs années. Elle était de 28.84 % en 2022. Pour mémoire l’exposition aux titres publics du secteur bancaire n’était que 1.301 milliards en 2020 soit 9.49 % du total de bilan de la place. Cette évolution exponentielle est à relier à l’évolution de nos finances publiques. Les banques publiques détiennent 7.818,6milliards de DZD en titres publiques soit 35.31 % du total de bilan
Le portefeuille de titres publics détenus par les banques privées est de 727.3 milliards de DZD soit 20.61 %
La détention de titres publics relève de stratégies différentes pour les banques publiques et les banques privées
Pour les banques publiques, elle est largement subie, et découle très majoritairement du rachat par le Trésor de créances improductives sur le secteur public. Ces rachats sont le plus souvent réglés en titres plutôt qu’en cash.
Pour les banques privées, elle est volontaire, et représente à présent une source importante de revenus. L’activité de trading de titres en forte hausse démontre une évolution

très significative des business models qui sont déployés.

Les conséquences de la hausse des bilans

La hausse des bilans se traduit par deux conséquences majeurs :
- La hausse du Produit net bancaire (PNB)
- La hausse des profits
La hausse globale du PNB de la place est de 14.88% à 764 milliards
La part des banques publiques dans le PNB de la place est de 76.50 %
Celle des banques privées est de 23.50 %
La hausse des profits consolidés est de 15.11 % à 297 milliards
La part des banques publiques est de 78 % et celle des banques privées de 22 %
Cela se traduit par un RoE moyen de 11.86 % en 2025 d’après notre benchmark : 11.09 % pour les banques publiques et 15.33 % pour les banques privées.
Les deux mouvements contradictoires sous-jacents à la hausse de la rentabilité de la place
On a pu observer deux mouvements contradictoires :
- Une amélioration sensible des coefficients d’exploitation
- Un alourdissement du coût du risque
Le coefficient d’exploitation moyen du secteur est de 28.30% en 2025 contre 33.19 % en 2024
Le coefficient d’exploitation moyen des banques publiques est de 26.01% et celui des banques privées de 35.75 %
Ce décalage trouve probablement sa genèse dans les politiques salariales et dans le montant des investissements informatiques qui sont différents entre les deux segments.
Le coût du risque est en très forte hausse à 215.56 milliards de DZD contre 155.63 mil-

liards pour l’exercice précédent
Le coût du risque est de 192.3 milliards pour les banques publiques soit 32.90 % de leur PNB
Il est de 23.25 milliards pour les banques privées soit 12.95 % du PNB avec une très forte amplitude entre les banques. Le coût du risque est clairement plus élevé pour les banques qui déploient un modèle plus orienté vers les PME, TPE et Pros que celles qui restent focalisées sur une clientèle de multinationales ou de top-tiers locaux.
Le cout du risque reste le souci majeur de notre marché bancaire. Il est le principal souci de nos banques publiques ;
A noter qu’au niveau des banques privées, ce cout du risque nous apparaît comme largement sous-estimé avec la pratique notoirement connue du « reprofilage de complaisance » qui permet à certaines banques d’éviter artificiellement la classification des créances et donc leurs provisionnements. Nous prévoyons deux grandes tendances pour les années à venir :
- Un ralentissement de la croissance du marché qui obligera les banques à gagner des parts de marché pour continuer à croître : d’où l’importance de l’innovation et de la qualité de service.
- Une part de marché en croissance pour les banques islamiques actuelles et à venir.
Pour affiner la compréhension de notre marché bancaire, le rapport ABIX 2026 et la plateforme interactive produite par notre partenaire le Cabinet TADJEDDINE & PARTNERS deviennent des outils incontournables

Tiré du rapport ABIX 2026 édité par TADJEDDINE & PARTNERS

(*) Expert et Formateur en Finance & Banque

MOSTAGANEM

Lancement des travaux d’extension du port de pêche de Sidi Lakhdar

Les travaux d'extension des ouvrages de protection du port de pêche "Petit Port", dans la commune de Sidi Lakhdar (Mostaganem) ont été lancés, indique, vendredi, un communiqué de la cellule d'information et de communication du cabinet du wali. Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a supervisé, jeudi soir, le lancement des travaux de ce projet stratégique, qui devrait mettre fin au problème d'ensablement et renforcer la capacité du port à accueillir et à recevoir les navires de pêche, précise le communiqué. D'un coût financier global de plus de 3,4 milliards de dinars, les travaux consistent notamment à prolonger la jetée principale de protection sur 415 mètres, à réaliser une nouvelle jetée secondaire de 465 mètres, ainsi qu'à procéder au dragage d'environ 300.000 mètres cubes de sédiments et de 3.000 mètres cubes de roches dans le bassin principal, ajoute la même source. Les travaux, dont la durée est fixée à 30 mois, ont été confiés à une entreprise publique spécialisée dans ce domaine, sur la base d'une étude technique proposant une solution structurelle et durable au problème de l'ensablement. Cette approche vise à traiter les causes de l'accumulation du sable dans le bassin, plutôt que de recourir systématiquement à des opérations de dragage coûteuses. Le wali a insisté sur la nécessité d'intensifier les efforts, d'accélérer le rythme d'exécution et de réduire autant que possible la durée des travaux, dans la limite de ce que permettent les conditions du chantier et la nature urgente des interventions, selon la même source. M. Boudouh a également demandé que le projet ne se limite pas à son aspect technique, en intégrant une dimension esthétique et fonctionnelle dans l'aménagement du port. Il a notamment proposé la création d'un espace dédié à la promenade et aux loisirs, afin de faire de cette infrastructure une destination pour les familles et de renforcer l'attractivité du front de mer de Sidi Lakhdar. Concernant le sable extrait lors des opérations de dragage, le wali a demandé d'étudier la possibilité de son transfert vers la plage de Sadaoua, afin de la renforcer en sable, notamment en raison du besoin de ce site pour ce type d'intervention urgente, conclut le communiqué. APS

TIZI-OUZOU

Mobilisation pour le nettoyage et la préservation des grottes et gouffres du Djurdjura

Une opération de nettoyage et de sensibilisation dédiée à la préservation du patrimoine spéléologique et karstique du Djurdjura a été organisée vendredi sur le plateau d’Aswel, magnifique étendue de verdure perchée à 1.578 mètres d’altitude, au cœur du Parc national du Djurdjura (PND).

L'événement a réuni des clubs de spéléologie de Béjaïa, Ghardaïa, Alger et Boufarik (Blida) conjointement avec les équipes du PND et la population locale, au niveau du gouffre d’Aswel dit "Anou Bouswil" et du petit gouffre d’Aswel dit "Iker n’Temda". Cette première édition de la Journée internationale des grottes et du karst, célébrée le 13 septembre, sous le thème "Agir pour nos grottes, préserver notre karst", a regroupé des spéléologues, des pratiquants de sports de montagne, des habitants des localités riveraines et des représentants des pouvoirs publics soucieux de préserver le Djurdjura. Au programme de cette journée : dépollution du gouffre du Petit Boussouil, ramassage des déchets aux abords du Grand Boussouil et sur le plateau d’Aswil, ainsi que le nettoyage de la cabane

de la station de ski du massif de l’Akouker. Le site d’Aswel, véritable écrin de nature et aux panoramas saisissants sur les sommets environnants, constitue l’un des lieux emblématiques du massif, à la fois porte d’entrée vers des formations karstiques et remarquables et zone sensible où se croisent biodiversité de surface et richesses souterraines. A l’issue de ces travaux, quatre conventions de partenariat ont été signées entre le Parc national du Djurdjura et les associations spéléologiques impliquées, officialisant un engagement commun pour la sauvegarde, l’étude et la valorisation durable des sites karstiques du massif. Deux conférences-débats ont également été animées dans la soirée par deux géologues venus de l’université de Bab-Ezzouar et de l’université de Tizi-

Ouzou. Les deux intervenants ont insisté sur la fragilité exceptionnelle du milieu karstique du Djurdjura, et notamment du secteur d’Aswel, richesse écologique, géologique et culturelle menacée par les déchets, les activités non réglementées et les changements environnementaux. Ils ont plaidé pour une mobilisation collective, une gestion concertée et l’implication de la population dans la protection de ce patrimoine unique. Le Parc national du Djurdjura, réserve de biosphère reconnue par l’UNESCO, réaffirme ainsi son engagement en faveur du développement durable et de la préservation de ses écosystèmes souterrains, appelant à une prise de conscience générale de la valeur irremplaçable des grottes et des formations karstiques.

APS

BEJAIA

Achèvement de l’opération d’indemnisation des citoyens affectés par les incendies

L’opération d’indemnisation des citoyens affectés par les incendies enregistrés le mois d’août dernier dans plusieurs communes de la wilaya de Bejaia, a été achevée, a-t-on appris vendredi auprès des services de la wilaya. L’opération d’indemnisation des pertes provoquées par les incendies enregistrés en août dernier, a été achevée, notamment en ce qui concerne les dommages causés aux habitations, le mobilier et les appareils électroménagers, précisent les services

de la wilaya. Cette opération traduit, selon la même source, les efforts consentis par les autorités locales pour prendre en charge les familles sinistrées. Pour ce qui est des pertes agricoles, la wilaya a fait savoir que l’opération d’indemnisation en nature des agriculteurs se poursuivait toujours, notamment en matière de cheptels et d’arbres fruitiers, tout en rappelant la poursuite des procédures et des interventions nécessaires sur le terrain pour finaliser la prise en charge

des agriculteurs sinistrés. Pour rappel, la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Bejaia a entamé récemment la distribution de cheptels au profit des agriculteurs et éleveurs touchés par les derniers incendies de forêt à travers les différentes communes de la wilaya. Les bénéficiaires ont exprimé leur satisfaction quant aux indemnisations et à la réponse rapide des hautes autorités du pays à leurs préoccupations. Lors d’une réunion consacrée à

l’évaluation de l’état d’avancement du processus d’indemnisation des sinistrés et de réhabilitation des zones touchées, tenue jeudi, les services de la wilaya ont souligné la nécessité de renforcer la coordination entre les différents services concernés et de mener à bien les démarches relatives aux indemnisations restantes, afin de contribuer au retour à la normale des activités et des services dans les meilleurs délais, selon la même source.

APS

WILAYA D'ALGER/EN PRÉVISION DE LA SAISON DES PLUIES

Programme anticipatif pour garantir la préparation des réseaux d’évacuation

Les services de la wilaya d’Alger ont intensifié leurs efforts en prévision de la saison des pluies, à travers la mise en œuvre d'un programme anticipatif visant à garantir la préparation des réseaux d'évacuation des eaux pluviales et des ouvrages y afférents, à réduire les risques d'engorgement et de stagnation des eaux, tout en mobilisant les différents services et établissements publics pour une intervention rapide en cas d'urgence. Dans ce cadre, la chargée de communication de la wilaya d'Alger, Shiraz Bouterfa, a précisé que les services de la wilaya ont établi un programme intégré, pour lequel les moyens matériels et humains nécessaires ont été mobilisés, avec la participation des circonscriptions administratives, des communes, des directions exécutives et des différents établissements publics. Ce programme comprend des interventions anticipatives pour le nettoyage des avaloirs, des canalisations d'évacuation des eaux, des oueds et des tunnels souterrains,

afin de garantir la préparation des réseaux d'évacuation des eaux pluviales, avec la mise en place d'un plan d'intervention supervisé par des cellules de veille au niveau des circonscriptions administratives, en prévision de tout aléa climatique éventuel. Les préparatifs effectifs pour la mise en œuvre de ce plan ont été lancés au mois de juillet dernier et se poursuivront de manière régulière et intensive tout au long de la saison des pluies, tandis que se déroulent actuellement des opérations de nettoyage des oueds des gravats et des boues, a indiqué Mme Bouterfa. Elle a, en outre, fait savoir que les opérations de nettoyage des avaloirs sur le territoire de la wilaya d'Alger sont réparties entre le milieu urbain, les routes et les axes rapides, et qu'elles sont assurées par l'Etablissement de maintenance des réseaux routiers et d'assainissement de la wilaya d'Alger (Asrout) et la Direction des travaux publics (DTP), à raison de quatre à six interventions par avaloir, en sus du net-

toyage de 104 oueds à travers la wilaya. Pour leur part, la Société d'eau et d'assainissement d'Alger "SEAAL" et la direction de l'Hydraulique se chargent du nettoyage des tunnels souterrains et des canalisations d'évacuation des eaux, dans le cadre d'une coordination regroupant les différents intervenants, afin de garantir l'efficacité du réseau d'assainissement et de réduire les risques d'inondations dus à la stagnation des eaux pluviales. De son côté, le directeur de l'établissement Asrout, Aïter Saadoune, a affirmé que l'entreprise a renforcé son niveau de préparation en prévision de la saison des pluies, en s'appuyant sur un programme d'intervention préventif sur le terrain, visant à renforcer l'efficacité des réseaux de voirie urbaine et d'assainissement et à réduire les risques d'obstruction. Il a précisé, à ce propos, que l'établissement avait procédé, durant la période allant de janvier au 30 août dernier, au curage de "plus de 241000 avaloirs, outre

l'évacuation de près de 228000 mètres cubes de gravats", soulignant que les opérations de nettoyage se poursuivaient régulièrement, notamment au niveau des points sensibles. Les interventions prioritaires sont concentrées, selon le responsable, au niveau des zones basses, des cours d'eau et des axes routiers situés à proximité, ainsi que des tunnels, en s'appuyant sur le plan d'organisation des secours et sur les données de terrain relevées lors des précédentes saisons pluvieuses. Afin de garantir une intervention rapide en cas d'obstruction ou d'accumulation des eaux, l'établissement a mobilisé des équipes mobiles qui sillonnent les différents axes et routes, ainsi que des équipes fixes, tout en maintenant les camions, engins, pompes et équipements nécessaires en état d'alerte.

Synthèse R E/Agence

LA FORCE DES CROYANCES ET LA TRANSFORMATION DE L'ORDRE MONDIAL :

Compétition institutionnelle, cognitive et interdépendance instrumentalisée

Le système institutionnel mondial est en crise : il n'est plus soutenu par des croyances partagées. Sous l'hégémonie occidentale, les institutions internationales complétaient les institutions occidentales.

2^e partie

Le monde aurait besoin comme dans l'Etat-nation d'un monopole de la violence pour faire respecter ses règles. Mais le monde respectera-t-il ces règles ? De ce côté de la question, le ministre augure du pire : la guerre. On retrouve l'opposition entre démocraties, dictatures, théocraties et régimes autoritaires, soit un monde soumis au droit, un autre à l'absolutisme. Pour l'ex-ministre allemand, le régime communiste croirait lui en des lois de l'histoire et non en des lois divines : la Chine « devra éviter de se bercer de l'illusion que l'histoire se déroule selon des lois que le PCC comprend. » C'est là une projection occidentale sur la Chine. La Chine ne croit pas que le monde, la matière, la vie ou l'histoire soient soumis à des lois, que Dieu s'étant retiré du monde, lui aurait donné des lois et aux humains le pouvoir de les connaître, de se les approprier. Il n'y a que des régularités toujours soumises au changement. La seule permanence disent les Chinois c'est le changement. Il est quand même bizarre que l'auteur allemand ne mentionne pas l'équilibre des pouvoirs, le mécanisme sur lequel l'Europe s'est organisée. Dans ce cas de figure, pour qu'il n'y ait pas d'hégémon, les États se regroupent naturellement en alliances pour contrebalancer celui qui devient trop puissant. C'est le principe des contrepoids : si un État tente d'envahir ses voisins, les autres États se coalisent pour rétablir l'équilibre, car ils ont intérêt à préserver leur propre survie. Exemple historique : le Congrès de Vienne (1815) a instauré un équilibre entre la Russie, la Prusse, l'Autriche, la France et le Royaume-Uni, qui a maintenu une paix relative en Europe pendant près d'un siècle (jusqu'en 1914), sans aucun hégémon. Il est vrai que cet équilibre a cédé la place à l'hégémonie anglaise puis américaine. Hégémonie occidentale sur le monde, que l'Occident a du mal à considérer comme un épisode historique. Le monde doit-il persister dans cette trajectoire de la lutte pour l'hégémonie ou n'est-ce là qu'une voie possible pour l'humanité, celle qu'a choisie l'Occident ? Il y a en Chine une pensée processuelle absente chez les Occidentaux. Un équilibre des pouvoirs entre puissances peut succéder à une hégémonie, une hégémonie peut succéder à une autre, et une dernière possibilité, ni hégémonie ni équilibre des pouvoirs au sens westphalien. La bonne question en ce qui concerne l'ordre mondial est de savoir qu'est-ce qui va succéder à l'hégémonie américaine : une hégémonie chinoise, un équilibre des pouvoirs ou un équilibre sans véritable équilibre. Et la bonne réponse devra tenir compte du sens

dans lequel travailleront les différentes puissances. Un équilibre sans véritable équilibre peut être le résultat de stratégies non congruentes. Et peut-être que l'on retrouve dans un de ces cas, entre l'équilibre des puissances et l'hégémon, l'un des thèmes de l'auteur : la quête de primauté dans l'équilibre des pouvoirs. La Chine et les États-Unis n'adopteraient pas de stratégie hégémonique, mais une stratégie de primauté dans un système équilibré. Cela permettrait probablement de déchiffrer le comportement actuel des deux grandes puissances, les USA renonçant à l'hégémonie et la Chine et les USA ne se battant plus que pour la primauté dans l'équilibre des pouvoirs. Mais cela pourrait-il dégager un réel et durable équilibre mondial en préservant la compétition entre puissances ? Cette compétition pour le primat ne pourrait-elle pas s'avérer un moyen pour l'un de reculer, de renoncer à l'hégémonie, et pour l'autre d'avancer vers l'hégémonie ? Ou sinon la recherche par l'ensemble des puissances d'un équilibre des pouvoirs pourrait empêcher le primat d'une puissance de se transformer en hégémonie ? Il est probable que dans l'esprit de notre auteur, la fin de l'hégémonie occidentale qu'il faut accepter, ne doit pas faire renoncer à l'Occident la primauté dans l'équilibre des pouvoirs. Dans la perspective d'une primauté dans un équilibre des pouvoirs, on peut supposer que dans la compétition mondiale cette stratégie se dispute déjà sur des plans régionaux. Pour l'heure, la lutte pour le primat s'engagerait à des échelles régionales, pouvant donner lieu à des blocs et des ébauches de reconfigurations régionales.

Soft balancing et changement institutionnel

L'article de 2025 de Paul, He et Wivel[3] définit explicitement le soft balancing comme une « diplomatic and institutional delegitimation » d'une puissance menaçante. Par des institutions, des coalitions, des règles internationales, les États pourraient limiter la puissance de la puissance à prétention hégémonique. Avec le concept d'institution comme cognitive media qui établit un lien entre interactions stratégiques des agents et croyances individuelles, on peut reformuler le soft balancing de la manière suivante : le soft balancing ne consiste pas seulement à empêcher une grande puissance d'agir ; il consiste à modifier l'environnement institutionnel dans lequel sa puissance est interprétée, acceptée et exercée. Pour M. Aoki, une institution n'est acceptée, auto-appliquée, que si les acteurs partagent des croyances qui rendent leurs interactions prévisibles. Ici, les acteurs ne sont pas

seulement les États. La construction du milieu institutionnel est simultanément construction par le haut, par l'État, et par le bas, par la société, et non simple construction législative. Les acteurs doivent partager des croyances et des attentes communes. La question « comment les États peuvent institutionnellement limiter une puissance qui menace d'être hégémonique ? » devient « comment les acteurs peuvent transformer le jeu dans lequel la puissance s'exerce ? », ou autrement dit, « quel environnement institutionnel les acteurs construisent-ils pour rendre leurs interactions prévisibles et modifier leurs attentes réciproques ? » Avec Aoki on pourrait reformuler le soft balancing de Paul-He qui consiste à identifier le soft balancing à une limitation de la puissance sans recourir à la force militaire en ajoutant que le soft balancing consiste à transformer les institutions dans lesquelles la puissance s'exerce afin de modifier les interactions stratégiques, les attentes et les croyances des acteurs. Tel serait l'objectif d'une construction par le haut des institutions : donner un cadre à la transformation des croyances et des interactions stratégiques des acteurs individuels. Objectif sans lequel les institutions resteraient des structures vides. La compétition institutionnelle conduirait à une transformation progressive de l'environnement cognitif et institutionnel de la puissance qui aboutirait à un nouvel ordre. C'est précisément ce que suggère la nouvelle littérature de Kai He sur l'institutionnal balancing : la compétition institutionnelle sino-américaine peut produire non seulement du conflit, mais aussi des effets de stabilisation et une transformation de l'ordre. L'article de 2025 parle à cet égard d'« institutional peace ». Et c'est ici qu'Aoki apporte quelque chose que la théorie du soft balancing possède moins clairement : l'équilibre n'est plus seulement un rapport entre puissances ; il devient un processus de transformation des règles, des attentes et des représentations qui organisent leurs interactions. On peut dire par conséquent que M. Aoki permet de déplacer le problème du soft balancing de la simple limitation de la puissance vers la transformation de l'espace institutionnel dans lequel la puissance se constitue. L'acteur n'équilibre pas seulement une puissance ; il cherche à modifier les institutions par lesquelles se définissent les règles, les

attentes et les croyances selon lesquelles les puissances interagissent. Dans des travaux récents, Kai He avec Huiyun Feng[4], parle désormais d'institutionnal peace. La compétition institutionnelle peut produire de nouvelles institutions et de nouveaux biens publics. Leur article de 2025 analyse ainsi simultanément le domaine sécuritaire, économique et politique. On peut dire alors avec Aoki que les interactions stratégiques des acteurs produisent des institutions qui, à leur tour, transforment les conditions des interactions futures. Une compétition institutionnelle peut finalement transformer l'ordre sans qu'aucune des deux puissances ne l'ait entièrement voulu. On pourrait avancer l'hypothèse suivante : le soft balancing n'est pas seulement une stratégie des États faibles ou moyens contre une puissance dominante. Il constitue un mécanisme de transformation institutionnelle de l'ordre international. M. Aoki fournit le mécanisme théorique permettant de l'expliquer : une institution transforme les interactions stratégiques si elle réussit à transformer les croyances et les attentes qui rendent ces interactions possibles. Cela permet alors de comprendre le paradoxe de Kai He et Feng : la compétition sino-américaine peut contribuer à produire un ordre moins hégémonique sans nécessairement conduire à la guerre. Leur thèse récente sur les « externalités positives » de l'institutionnal balancing va exactement dans cette direction. Mais l'institutionnal balancing peut aussi produire des « externalités négatives ».

La formation d'un ordre à partir des interactions.

Selon M. Aoki les institutions émergent des interactions récurrentes et contribuent ensuite à stabiliser ces interactions. Si les États disposent seulement de plusieurs centres de puissance, mais continuent à penser leur intérêt à partir du même cadre institutionnel, l'ordre n'a pas fondamentalement changé. En revanche, si plusieurs cadres institutionnels deviennent légitimes, alors le principe même de l'ordre est en transformation.

(A suivre)

Notes

[3] Soft balancing in the regions: causes, characteristics and consequences. International Affairs. 2025
[4] The Upside of US-Chinese Strategic Competition Institutional Balancing and Order Transition in the Asia Pacific. Cambridge University Press. 2025

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

QATAR-RUSSIE
Signature d’un
mémorandum
d’entente axé sur la
coopération technique
en matière
d’administration
fiscale

L'État du Qatar et la Fédération de Russie ont paraphé, ce jeudi, un mémorandum d'entente axé sur la coopération technique en matière d'administration fiscale, avec pour double objectif de stimuler l'échange d'expertises et de parfaire les systèmes et pratiques fiscales des deux parties. Le document a été signé, pour la partie qatarie, par Son Excellence M. Khalifa Jassim Al Kuwari, président de la General Tax Authority, et, pour la partie russe, par Son Excellence M. Daniil Egorov, directeur du Service fédéral des impôts. Dans un communiqué, la General Tax Authority a indiqué que cet accord englobe plusieurs volets d'intérêt commun, au premier rang desquels figurent les stratégies de développement technique et de transformation numérique, l'optimisation d'un modèle d'administration fiscale centré sur le contribuable, la consolidation des cadres de conformité, ainsi que l'affinement des stratégies de recouvrement et de gestion de la dette. Le texte prévoit également un partage d'expériences portant sur les incitations et les orientations en matière de politiques fiscales de demain. Les axes de coopération incluent en outre l'intensification des flux d'informations et d'expertises, l'organisation de programmes de formation, de séminaires, d'ateliers et de missions de visite croisées, de même que la concrétisation de projets conjoints et la montée en compétence des cadres, contribuant activement à l'essor des capacités institutionnelles et à l'accroissement de l'efficacité administrative des deux pays. Cette signature s'inscrit dans la droite ligne des efforts déployés par la General Tax Authority pour élargir le spectre de ses partenariats internationaux, s'imprégner des meilleures pratiques mondiales et doter le système fiscal qatari d'une efficacité accrue, en stricte adéquation avec les standards internationaux.

R. I.

LIBYE

Produire plus de gaz pour desserrer l'étau de la demande intérieure sur les exportations

Malgré un contexte politique et sécuritaire toujours fragile, la Libye s’efforce de redynamiser le secteur des hydrocarbures, qui représente 90 % des recettes budgétaires et 95 % de la valeur des exportations du pays.

Le Gouvernement d’union nationale (GNU) libyen a annoncé, le mardi 15 septembre, son ambition d’augmenter la production de gaz naturel du pays à 4 milliards de pieds cubes par jour (bcf/j) au cours des trois à cinq prochaines années, pour tenter de desserrer l’étau d’une demande intérieure en forte croissance qui restreint drastiquement les volumes disponibles pour l’exportation. S’exprimant lors d’un forum à Bangkok, le ministre libyen du Pétrole et du Gaz, Khalifa Abdulsadek, a déclaré que son pays avait identifié d’énormes opportunités permettant de porter la production de ce combustible fossile à « au moins 4 milliards de pieds cubes par jour en s’appuyant uniquement sur les ressources déjà découvertes, qu’il s’agisse de gaz naturel ou de gaz associé ». L’annonce de ce programme d’augmentation de la production de gaz naturel intervient alors que la hausse de la consommation intérieure exerce une forte pression sur les exportations. En 2025, la Libye a produit environ 2,47 milliards de pieds cubes par jour de gaz naturel, soit un volume annuel total de 903 milliards de pieds cubes. Sur ce volume, environ 633 milliards de pieds cubes ont été consommés localement, ce qui a fortement limité la quantité de gaz disponible pour l’exportation. Augmenter la production devrait donc permettre d’accroître les quantités susceptibles d’être exportées, alors que le secteur des hydrocarbures représente environ 60 % du PIB, 90 % des recettes budgétaires et 95 % de la valeur des exportations du pays, selon la société d’assurance-crédit Coface. Le 27 juillet dernier, des manifestants ont

fait irruption dans le complexe pétrolier de Mellitah, à 100 km à l’ouest de Tripoli, pour tenter d’y arrêter les exportations de gaz vers l’Italie via le gazoduc Greenstream, en signe de protestation contre les coupures prolongées d’électricité. Deux jours plus tard, la National Oil Corporation (NOC) a précisé, dans un communiqué, que les exportations vers l’Italie via le gazoduc Greenstream ne dépassaient pas 10 % de la part contractuelle du groupe énergétique italien Eni.

Chute de la part de la Libye dans le mix gazier européen

Le contrat signé avec Eni prévoit que l’entreprise italienne reçoive du gaz naturel et des condensats extraits des champs de Wafa, dans le désert libyen, et de Bahr Es-salam, en mer, en échange de leur développement. La compagnie pétrolière publique libyenne a cependant révélé que l’explosion de la consommation intérieure la poussait à racheter 90 % de la part d’Eni, notamment durant la saison estivale, pour alimenter le marché domestique. En conséquence, les exportations via le gazoduc Greenstream, dont la capacité s’élève à 8 milliards de mètres cubes par an, sont passées de près de 700 millions de pieds cubes par jour en 2015 à environ 100 millions en 2025, d’après des sources médiatiques libyennes. Par ailleurs, la part de la Libye dans le mix gazier européen est tombée à seulement 0,3 % en 2025, très loin des quelque 3 % enregistrés à la fin des années 2000. La volonté affichée par l’exécutif libyen d’augmenter la production de gaz naturel s’inscrit dans le cadre d’un plus large plan

de relance du secteur des hydrocarbures, qui a été mis à mal par les troubles politiques et sécuritaires consécutifs à la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. À ce jour, ce pays d’Afrique du Nord compte deux autorités rivales : le Gouvernement d’union nationale (GNU) libyen, basé à Tripoli et reconnu par la communauté internationale, et un exécutif parallèle dans l’est du pays, soutenu par le maréchal Khalifa Haftar. Le gouvernement basé à Tripoli avait adopté, début 2025, un plan de développement du secteur des hydrocarbures, soutenu par des investissements évalués entre 3 et 4 milliards de dollars. Dans ce cadre, le groupe italien Eni a repris, début octobre 2025, des travaux d’exploration offshore au large des côtes nord-ouest du pays, tandis que le géant pétrolier algérien Sonatrach a repris, durant le même mois, ses forages d’exploration d’hydrocarbures dans le bassin de Ghadamès, près de la frontière algéro-libyenne. En février dernier, le pays a également attribué plusieurs blocs pétroliers à des compagnies étrangères pour la première fois depuis plus de 17 ans, à l’issue d’un appel d’offres international, une initiative considérée par les analystes comme un signal de réouverture aux investissements étrangers. Parallèlement, les autorités ont engagé des consultations avec des majors pétrolières, dont ExxonMobil et Chevron, pour le développement de nouveaux blocs et l’optimisation de certains champs en production.

EGYPTE

12,8 millions de touristes enregistrés entre janvier et début septembre 2026

Le ministre du Tourisme et des Antiquités, Sherif Fathy, a annoncé que le nombre de touristes arrivant en Egypte devrait atteindre environ 20 millions d’ici la fin de l’année, selon les prévisions du ministère. L’Egypte a accueilli environ 12,8 millions de touristes entre janvier et le 4 septembre 2026 et table sur près de 20 millions de visiteurs d’ici la fin de l’année, a annoncé le ministre du Tourisme et des Antiquités, Sherif Fathy, lors d’une rencontre jeudi 17 septembre avec des médias français à Paris, en marge du salon IFTM Top Resa 2026. Cette prévision prolongerait la dynamique enregistrée en 2025, année au cours de laquelle l’Egypte a accueilli environ 19 millions de touristes, un record historique et une progression de 21 % par rapport à 2024. Au cours des neuf premiers mois de 2025, le

pays avait déjà enregistré environ 15 millions de touristes. La prévision de 20 millions pour 2026 rejoint par ailleurs les projections de BMI, filiale de Fitch Solutions, qui table sur environ 20,19 millions de touristes cette année, avant une poursuite de la croissance au cours des prochaines années.

Le marché français en progression

« Le marché français affiche également une progression de 17 % sur la période considérée, un taux qui pourrait atteindre 20 % d’ici la fin de l’année », selon le ministre. Il a par ailleurs relevé l’intérêt croissant des compagnies aériennes pour le renforcement des vols charters à destination des stations touristiques égyptiennes. Sherif Fathy a également mis en avant « la diversité de l’offre touristique égyptienne », qui permet aux visiteurs

de combiner plusieurs expériences au cours d’un même séjour. Le ministère mise notamment sur de nouveaux outils de promotion, dont l’intelligence artificielle et les réseaux sociaux, afin de toucher de nouveaux marchés et de nouvelles catégories de voyageurs. Les investissements hôteliers, notamment français, ont également été abordés, avec en particulier les projets d’expansion du groupe Accor, témoignant de l’intérêt croissant pour le marché touristique égyptien. Le ministre a également évoqué les préparatifs en vue de l’éclipse solaire totale de 2027, qui devrait attirer des visiteurs notamment à Louxor et à Siwa, ainsi que les investissements hôteliers étrangers, notamment français. Il a cité à cet égard les projets d’expansion du groupe Accor en Egypte.

Le Grand Musée Egyptien, nouvel atout

Le Grand Musée Egyptien constitue également, selon le ministre, « un nouvel atout pour le secteur ». Depuis son ouverture et jusqu’à fin août, le musée avait accueilli environ 3,5 millions de visiteurs. Son développement devrait contribuer à accroître le nombre de nuitées et la durée moyenne des séjours touristiques. Parallèlement, les autorités poursuivent la modernisation du Musée égyptien de Tahrir ainsi que la mise en valeur du Caire historique et du parcours de la Sainte Famille, dans le cadre d’une stratégie visant à élargir l’offre touristique. Le ministre a enfin souligné la poursuite des découvertes archéologiques, considérées comme un facteur supplémentaire de renouvellement de l’offre culturelle et touristique égyptienne.

R. I.

PÉTROLE ET GAZ

Perenco chiffre Bokwango à 31 millions de barils, la SNH annonce 40 milliards de pieds cubes à Kita-Bokwango

La Société nationale des hydrocarbures (SNH) et Perenco ont livré de nouvelles données sur les travaux d'exploration et de développement conduits dans le bassin du Rio del Rey. Les informations ont été communiquées le 17 septembre 2026 à Yaoundé, lors de la présentation de Julien Gras, nouveau directeur général des filiales camerounaises du groupe pétrolier.

Selon une fiche préparée par la SNH pour cette audience, les travaux réalisés sur les structures Kita et Bokwango dans le cadre du contrat de partage de production Rio del Rey ont mis en évidence plus de 30 millions de barils d'huile et plus de 40 milliards de pieds cubes de gaz. La société publique annonce également un nouveau puits d'appréciation sur Bekita. Le discours prononcé à la même occasion par Armel Simondin, CEO de Perenco, permet de préciser une partie de ces volumes. Le groupe attribue à Bokwango la mise en évidence de 31 millions de barils de pétrole et de 25 milliards de pieds cubes de gaz en place. La qualification des 31 millions de barils reste toutefois à préciser. Contrairement au gaz, explicitement présenté par Perenco comme étant « en place », le groupe n'indique pas si le volume pétrolier correspond aux hydrocarbures initialement contenus dans le réservoir, à des ressources techniquement récupérables ou à des réserves. Sur la base des informations disponibles, ces 31 millions de barils ne peuvent donc pas être assimilés à des réserves commercialement exploitables. La fiche de la SNH ne permet pas non plus de répartir entre Kita et Bokwango les plus de 40 milliards de pieds cubes de gaz attribués aux deux structures. Perenco chiffre Bokwango seul à 25 milliards de pieds cubes de gaz en place.

Mais la différence avec le chiffre global avancé par la SNH ne peut pas être automatiquement attribuée à Kita, faute de ventilation fournie par les deux sources.

55 milliards de pieds cubes de gaz à Lungahe

Perenco fait également état d'un résultat d'exploration dans le contrat de partage de production Bomana. Un puits foré sur le prospect Lungahe a mis en évidence 55 milliards de pieds cubes de gaz naturel, selon la SNH. Perenco précise qu'il s'agit de 55 milliards de pieds cubes de gaz en place. Ce volume ne correspond pas nécessairement à la quantité qui pourra être récupérée et commercialisée. Le facteur de récupération du gisement, les coûts de développement, les infrastructures nécessaires ainsi que les conditions économiques et contractuelles détermineront la part pouvant effectivement être valorisée. Les travaux sur Lungahe étaient engagés depuis plusieurs années. Le rapport ITIE Cameroun 2023 indique que la prorogation de l'autorisation de recherche Bomana accordée en avril 2023 devait notamment permettre à Perenco Rio del Rey de poursuivre les travaux géoscientifiques et de préparer le forage du puits Lungahe. Dans le Rio del Rey, Perenco indique avoir foré 25 puits et réalisé une cin-

quantaine d'opérations de reconditionnement. Le groupe attribue à ce programme près de 13 000 barils par jour de production supplémentaire et dit avoir ajouté plus de 21 millions de barils aux réserves. La SNH fournit un autre indicateur. Elle estime que le développement complémentaire du champ Rio del Rey conduit durant le mandat d'Yves Postec, directeur général sortant des filiales camerounaises de Perenco, a accru la production nationale d'environ 7 000 barils par jour. Les deux chiffres ne peuvent pas être directement comparés. Les documents consultés ne donnent ni les mêmes périodes de référence ni les périmètres de calcul nécessaires pour déterminer si les 7 000 barils par jour avancés par la SNH sont inclus dans les 13 000 barils par jour de production incrémentale revendiqués par Perenco. À l'échelle de ses opérations camerounaises, Perenco affirme avoir investi plus de 1,5 milliard de dollars depuis 2012 aux côtés de la SNH. Le groupe fait état de plus de 100 opérations de reconditionnement, du forage d'une centaine de puits et de plusieurs projets d'infrastructure. Il dit avoir ajouté plus de 240 millions de barils aux réserves au cours de cette période et évalue sa production opérée actuelle à environ 75 000 barils équivalent pétrole par jour.

Synthèse R I/Agence

CAMEROUN
S&P prévoit 3,5 % de croissance et des déficits budgétaire et courant de 2,5 % et 4,4 % en 2026

S&P Global Ratings a révisé à la baisse sa prévision de croissance économique du Cameroun pour 2026, désormais attendue à 3,5 %, et relevé ses projections de déficits budgétaire et courant à respectivement 2,5 % et 4,4 % du PIB. Ces nouvelles estimations accompagnent la décision de l'agence, publiée le 18 septembre 2026, de maintenir les notes souveraines de long et court terme du pays à « B-/B », avec une perspective stable. Les nouvelles projections sont moins favorables que le scénario présenté par S&P en mars 2025. À cette date, l'agence tablait sur une croissance moyenne de 4,3 % entre 2025 et 2028 et sur des déficits budgétaires proches de 1 % du PIB en moyenne sur cette période. Ces chiffres ne sont toutefois pas directement comparables aux 3,5 % prévus pour la seule année 2026 : les 4,3 % constituaient une moyenne pluriannuelle. Pour 2026, S&P explique sa révision par une contraction importante du secteur des hydrocarbures et des performances inférieures à ses attentes dans l'agriculture, l'industrie manufacturière, l'agro-industrie et la construction. Ces évolutions devraient peser sur l'activité économique. La prévision de S&P reste légèrement supérieure à celle du Fonds monétaire international (FMI). Dans les projections publiées à l'issue de la consultation Article IV en mars 2026, le Fonds tablait sur une croissance de 3,3 % cette année, après une estimation de 3,1 % pour 2025. Il anticipait une progression de 3,4 % du PIB hors pétrole et de 0,8 % du PIB pétrolier. S&P prévoit parallèlement un déficit budgétaire équivalant à 2,5 % du PIB en 2026. Selon l'agence, la baisse des volumes de production d'hydrocarbures, l'augmentation des subventions et le recul des prix du cacao devraient contribuer à creuser les déficits budgétaire et extérieur. Les prix élevés des hydrocarbures apporteraient en revanche un soutien aux recettes publiques et aux exportations. Le cacao constitue un changement notable dans l'environnement extérieur du pays. La baisse des cours est également identifiée par le FMI comme un facteur de détérioration du compte courant camerounais en 2026. S&P prévoit un déficit courant de 4,4 % du PIB en 2026. Sa projection est moins déficitaire que celle du FMI : en mars, le Fonds anticipait un déficit courant de 5,2 % du PIB, dons officiels compris. Hors dons, le déficit projeté par le FMI atteignait 5,3 %. La différence entre les deux institutions est également visible sur la croissance. S&P se situe 0,2 point au-dessus de la projection du FMI, tandis que son déficit courant attendu est inférieur de 0,8 point de PIB à celui projeté par le Fonds, dons compris. Malgré la dégradation de ses prévisions à court terme, S&P maintient les notes souveraines de long et court terme du Cameroun à « B-/B », en monnaie locale comme en devises, avec une perspective stable. L'évaluation du risque de transfert et de convertibilité reste à « BBB- ». L'agence estime que la dette publique devrait atteindre un pic en 2026 avant de diminuer progressivement pour s'établir autour de 36 % du PIB en 2029. Elle prévoit également que les intérêts de la dette absorberont en moyenne moins de 8 % des recettes publiques entre 2026 et 2029. Cette trajectoire est proche de celle retenue par le FMI. Le Fonds prévoit un ratio de dette publique de 39,6 % du PIB en 2026, puis 38,9 % en 2027, 37,4 % en 2028 et 35,9 % en 2029.

Agence

HUBS LES MIEUX CONNECTÉS AU MONDE
Deux aéroports africains dans le Top 50

Dans le transport aérien africain, la bataille des hubs se joue autant sur le volume de trafic que sur la capacité à organiser des correspondances entre les différents marchés du continent et le reste du monde. Le spécialiste des données et analyses du transport aérien OAG a retenu deux aéroports africains parmi les 50 plateformes les mieux connectées au monde dans son classement « Megahubs 2026 », publié mercredi 16 septembre. Il s'agit de l'aéroport international OR Tambo de Johannesburg, en Afrique du Sud, classé 40e, et de l'aéroport international d'Addis-Abeba, en Éthiopie, qui occupe la 50e position. OR Tambo conserve ainsi une place parmi les principaux hubs mondiaux, même s'il recule de deux rangs par rapport à l'édition précédente, où il occupait la 38e position. OAG relève également la forte concentration de son activité autour du transporteur Airlink, qui représente 35 % des vols à

destination et en provenance de l'aéroport. La progression la plus marquée concerne Addis-Abeba. Le hub éthiopien gagne 10 places par rapport à l'édition précédente. Cette connectivité repose toutefois largement sur Ethiopian Airlines, qui assure 94 % des vols de l'aéroport. Cette forte concentration illustre le rôle central joué par la compagnie nationale dans le développement d'Addis-Abeba comme plateforme de correspondance entre l'Afrique et les autres marchés internationaux. Dans la répartition par région qui regroupe l'Afrique et le Moyen-Orient dans une même zone, on note quatre plateformes africaines parmi les dix aéroports les mieux connectés de cet ensemble : OR Tambo, deuxième, Addis-Abeba, cinquième et Le Caire, sixième. Le poids des compagnies nationales ou régionales apparaît également dans ces différents hubs. EgyptAir assure 38 % des vols au départ et à destination du

Caire, tandis que Royal Air Maroc représente 73 % de l'activité à Casa-

Istanbul prend la première place mondiale

À l'échelle mondiale, l'aéroport d'Istanbul arrive en tête du classement 2026, devant Londres-Heathrow et Amsterdam. Kuala Lumpur occupe la quatrième position, suivi de Chicago O'Hare, Séoul-Incheon, Francfort, Tokyo-Haneda, Paris-Charles-de-Gaulle et Atlanta-Hartsfield-Jackson. Le classement a connu plusieurs mouvements par rapport à l'édition précédente. Istanbul et Heathrow ont notamment échangé leurs positions de tête. Chicago O'Hare progresse de la septième à la cinquième place, tandis que Francfort recule de la quatrième à la septième. Tokyo-Haneda et Paris-Charles-de-Gaulle gagnent chacun un rang, alors qu'Atlanta-Hartsfield-Jackson en perd deux.

POINT-MARCHÉS

Les marchés mondiaux surpris par une Fed plus ferme qu'attendu

Envolée du dollar, hausse des rendements obligataires et repli des indices à Wall Street: les marchés ont été pris de court mercredi par la fermeté de ton de la Réserve fédérale américaine (Fed) qui laisse présager d'autres hausses des taux.

Afin de calmer l'inflation, l'institution monétaire a décidé mercredi à l'unanimité - et pour la première fois depuis l'été 2023 - de relever ses taux directeurs, qui guident les coûts d'emprunt. Ils se situent désormais dans une fourchette comprise entre 3,75% et 4%. Le président de la Fed, Kevin Warsh, a lui-même affirmé lors d'une conférence de presse mercredi que l'inflation était "trop élevée, depuis trop longtemps". Les acteurs du marché anticipent désormais un nouveau tour de vis monétaire dès la prochaine réunion de l'institution en octobre, selon l'outil de veille CME

Fed Watch. Le Dow Jones a donc chuté de 1,21%, l'indice élargi S&P 500 a lâché 0,45% tandis que le Nasdaq est resté quasiment stable (-0,01%). En Europe, les marchés boursiers ont clôturé avant la décision de la Fed. Ils ont terminé orientés à la hausse. Paris (+0,68%) a profité du regain d'intérêt pour les valeurs liées aux infrastructures de l'intelligence artificielle (STMicroelectronics, semi-conducteurs, +1,96%) tout comme Francfort (+0,53%) où Siemens Energy a réalisé la plus belle performance de la journée (+3,61%).

Londres (+0,28%) et Milan (+0,80%) ont aussi terminé en hausse. Sur le marché obligataire américain, les taux se sont tendus, les opérateurs réagissant à des coûts d'emprunt qui s'annoncent durablement élevés. L'échéance dix ans atteignait 5,02% vers 21H00 GMT contre 4,95% avant la prise de parole de Kevin Warsh. Le billet vert s'est nettement apprécié: une politique monétaire plus restrictive est de nature à soutenir le cours d'une devise.

Il gagnait 0,68% face à la monnaie unique européenne, à 1,1466 dollar pour un euro, et avançait de 0,74% face à la devise britannique, à 1,3381 dollar pour une livre. Principal vecteur de l'inflation primaire, le pétrole a reculé après son envolée des derniers jours. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord a perdu 2,69% à 105,83 dollars et le baril de West Texas Intermediate a chuté de 3,21% à 102,43 dollars.

APS

BOURSE DE PARIS Clôture en baisse

La Bourse de Paris a terminé vendredi en franche baisse, sous le poids de la flambée des taux d'emprunts mais aussi de la remontée des prix du pétrole après plusieurs séances de baisse. L'indice vedette CAC 40 a terminé en nette baisse de 1,49% à 8.065,02 points. La veille, l'indice avait progressé de 0,57% à 8.186,07 points. Seule STMicroelectronics s'est affichée dans le vert, gagnant 2,39% à 43,46 euros, le reste des valeurs du CAC 40 ayant perdu du terrain. La semaine a été "marquée par une forte volatilité sur les taux, sur fond de hausse du pétrole, d'inflation américaine supérieure aux attentes et de durcissement des banques centrales", commentent les analystes d'Edmond de Rothschild AM. "Les marchés actions européens ont évolué au rythme des développements géopolitiques et énergétiques, dans un environnement demeurant particulièrement volatil", poursuivent-ils. Et après plusieurs séances de nette baisse, les prix du pétrole se stabilisent à des niveaux plus élevés. Aramco, la compagnie pétrolière nationale d'Arabie saoudite, "a informé au moins deux clients européens de raffinage qu'aucun brut ne leur serait attribué le mois prochain", a indiqué Bloomberg. En parallèle, un pétrolier a été frappé vendredi par "un projectile non identifié" dans le détroit d'Ormuz, a alerté l'agence maritime britannique UKMTO, sur fond d'attaques menées par l'Iran pour garder le contrôle de cette stratégie voie maritime.

Par ailleurs, "l'Europe est plus sensible aux conditions financières et aux conditions bancaires qui se tendent, on le voit à travers les taux d'intérêt", souligne Mabrouk Chetouane, directeur stratégie marchés internationaux chez Natixis. L'emprunt français à échéance 10 ans a terminé la semaine à 4,58%, un nouveau sommet depuis 2008. La veille en clôture, il s'affichait à 4,44%. Il s'agit d'une forte variation pour les marchés obligataires. Son équivalent allemand a terminé à 3,52%. L'écart entre les deux, appelé "spread", s'élève donc à environ 1,06 point de pourcentage, soit le plus important écart entre ces deux valeurs depuis 2012, en pleine crise des dettes souveraines en Europe. "Ce spread fait écho aux déclarations de Sébastien Lecornu qui indique qu'il va falloir effectivement faire un effort supplémentaire au niveau de la trajectoire de déficit", commente Mabrouk Chetouane. Le Premier ministre a en effet présenté jeudi les grandes lignes d'un budget pour 2027 avec "un effort budgétaire d'environ 54 milliards d'euros". La France emprunte à des coûts plus élevés que d'autres pays comme la Grèce et l'Italie. "L'Italie, considérée comme l'homme malade de l'Europe pendant des années, a réussi à ramener son déficit dans la zone des 3%. Sur la trajectoire du déficit, l'Italie a réussi à faire cet effort quand la France reste dans la zone des 5%", commente Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marché chez IG France.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 17 Septembre 2026
 Valeur : 21 Septembre 2026

BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.6381	133.6531
1	EUR	EURO	154.1515	154.1956
1	GBP	POUND STERLING	179.8145	179.8830
100	JPY	JAPANESE YEN	86.0571	86.0779
1	CNY	CHINESE YUAN	19.9237	19.9280
1	CHF	SWISS FRANC	163.2121	163.2903
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.8666	95.8980
1	DKK	DANISH KRONE	20.6209	20.6264
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6431	13.6459
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.2875	14.2905
1	AED	UAE DIRHAM	36.3829	36.3880
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5780	35.5839
1	KWD	KUWAITI DINAR	435.1615	435.3521
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.4204	45.8769
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1056	14.1072
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.9813	21.0886
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3360	3.3463
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	182.9440	182.9440

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en ordre dispersé, entre Fed et taux élevés

La Bourse de New York a clôturé sans orientation claire vendredi, écartelée entre le crédit renouvelé des marchés à la stratégie de la Réserve fédérale (Fed) pour freiner l'inflation et les coûts d'emprunt toujours très élevés. Le Dow Jones a cédé 0,18%, l'indice Nasdaq a pris 0,39% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,16%. "Il y a indéniablement des dynamiques contradictoires" qui animent la place new-yorkaise, relève pour l'AFP Angelo Kourkafas, analyste du cabinet Edward Jones. "Nous sommes quelque peu soulagés de constater que la crédibilité

de la Fed reste intacte, mais cela ne change pas pour autant le fait que les taux d'intérêt continuent de grimper à des niveaux élevés et que de nombreuses incertitudes géopolitiques persistent", ajoute-t-il. La banque centrale américaine a décidé mercredi, à l'unanimité et comme attendu, de relever ses taux d'un quart de point pour la première fois depuis l'été 2023. Elle a aussi laissé entrevoir la possibilité d'un autre tour de vis d'ici la fin de l'année. En théorie, les marchés boursiers préfèrent un environnement accommodant, propice aux investissements.

Mais ils ont été cette fois rassurés par la détermination de l'institution à lutter contre la hausse des prix, malgré les appels répétés de la Maison Blanche à, au contraire, opter pour une politique monétaire plus souple. Nombre d'analystes craignaient que Kevin Warsh, le patron de la Fed nommé par Donald Trump, cède aux pressions du président américain. Les acteurs du marché continuent par ailleurs de surveiller les évolutions des taux obligataires, dont le haut niveau risque de pénaliser l'activité économique. Vers 20H20 GMT, le rendement des emprunts de l'Etat américain à

échéance dix ans remontait à 5%, contre 4,93% à la clôture la veille. Fait inhabituel depuis le début du conflit au Moyen-Orient, cette hausse intervient un jour de recul des cours du pétrole, qui se maintiennent toutefois au-dessus de 100 dollars le baril. Angelo Kourkafas estime qu'il s'agit avant tout de raisons techniques, avec l'expiration de certaines options, qui ne remet pas en question le lien entre le prix de l'or noir et celui des bons du Trésor. Côté entreprises, le géant du streaming Netflix (-4,67% à 71,79 dollars) a pâti d'une révision à la baisse de son titre par la banque

américaine Wells Fargo. Les actions liées aux cryptomonnaies ont profité du retour du bitcoin au-dessus de 80.000 dollars. Les plateformes d'échange Robinhood et Coinbase ont respectivement bondi de 9,12% et de 11,66%. Strategy, connu pour avoir accumulé la plus grande réserve privée de bitcoins, s'est envolé de 16,39%. Les aciéristes Steel Dynamics (-4,11%) et Nucor Corporation (-6,32%) ont été sanctionnés pour des prévisions jugées trop timides pour le trimestre en cours.

Agence

ETATS-UNIS

La Fed relève ses taux et ouvre une nouvelle séquence monétaire

La Fed a relevé ses taux de 25 points de base, un choix qui marque le retour du resserrement monétaire américain alors que l'inflation et le pétrole compliquent l'équation de son nouveau président, Kevin Warsh.

La Réserve fédérale américaine a finalement tranché, et la Maison-Blanche en est pour ses frais. Face à une inflation toujours élevée et à un pétrole qui entretient la pression sur les prix, la banque centrale a relevé mercredi ses taux directeurs de 25 points de base, les portant dans une fourchette de 3,75 % à 4 %. Une décision très attendue par les marchés, mais qui marque surtout un tournant : après plus de trois ans sans hausse, la Fed renoue avec le resserrement monétaire. Le scénario était largement anticipé : selon un sondage Reuters réalisé avant la réunion, 85 % des économistes interrogés tablaient sur une hausse d'un quart de point. Mais la décision de ce mercredi ne constitue qu'une première réponse à une équation devenue particulièrement complexe pour Kevin Warsh. Inflation persistante, pétrole au-dessus de 100 dollars, rendements obligataires proches de leurs plus hauts niveaux depuis la crise financière : le nouveau président de la Fed doit désormais convaincre que ce tour de vis est nécessaire, sans provoquer un coup de frein brutal à l'économie. Car la hausse des taux intervient alors que plusieurs indicateurs continuent de témoigner d'une activité solide. Les ventes au détail américaines ont ainsi progressé de 1,2 % en août, leur plus forte hausse depuis mars. Une résistance de la consommation qui réduit, au moins à court terme, la nécessité de soutenir davantage l'activité par des taux plus bas.

Le pétrole au cœur des inquiétudes

L'autre élément qui a pesé dans la décision est évidemment l'énergie. La reprise des tensions au Moyen-Orient a propulsé les cours du pétrole au-dessus de 100 dollars le baril, alimentant la crainte d'une nouvelle accélération de l'inflation. Aux Etats-Unis, celle-ci atteignait déjà 3,4 % sur un an en août, bien au-dessus de l'objectif de 2 % de la Fed. Pour la banque centrale, le risque est connu : une énergie plus chère se transmet aux carburants, au transport, puis à une partie des biens et services. Le choc peut donc s'installer alors même que les effets des précédentes tensions inflationnistes ne sont pas complètement dissipés. Le choix de relever les taux permet donc à Kevin Warsh d'envoyer un message clair : la Fed entend reprendre la main sur les anticipations d'inflation. Mais le véritable enjeu se situe désormais dans la suite. Une hausse isolée ne constitue pas nécessairement le début d'un cycle durable de resserrement. Les marchés vont donc scruter les nouvelles projections de la banque centrale et surtout les propos de son président.

Warsh sous pression

Or le nouveau patron de la Fed doit également composer avec une pression politique inhabituelle. Donald Trump réclame régulièrement des taux plus faibles et avait déjà tenté d'écarter le prédécesseur de Kevin

Warsh, Jerome Powell. Dans ce contexte, la première hausse de taux de l'ère Warsh prend une dimension particulière. Pour Diane Swonk, économiste chez KPMG, la Fed devait « restaurer sa crédibilité, protéger le pouvoir d'achat et convaincre les investisseurs que l'inflation sera ramenée vers l'objectif » de 2 %. Elle devait également présenter « un front uni » face aux « pressions politiques ». La difficulté est d'autant plus grande que le marché obligataire a déjà commencé à intégrer un nouvel environnement de taux élevés. Le rendement du Treasury américain à dix ans a dépassé 5 %, un niveau inédit depuis 2007. En Europe, le Bund allemand à dix ans s'est approché de 3,6 %, tandis que l'OAT française a également fortement progressé dans la zone des 4,5%. Cette remontée des taux longs est importante : elle renchérit le financement des Etats, mais aussi celui des entreprises et des ménages. Et elle signifie surtout que la Fed n'est plus seule à déterminer les conditions financières. Le marché obligataire impose lui aussi sa propre discipline. La hausse décidée mercredi pourrait donc n'être que le début d'une nouvelle séquence. Après la Fed, les investisseurs se tourneront vers la Banque d'Angleterre puis la Banque du Japon. Mais c'est désormais Kevin Warsh qui concentre l'attention : les marchés veulent savoir si cette hausse est un simple coup de semonce ou la première étape d'un retour durable à des taux plus élevés.

R I/Agence

ROYAUME-UNI

L'annulation de plus de 2.000 vols provoquée par un "défaut logiciel"

L'annulation de plus de 2.000 vols en deux jours et les nombreux retards de la semaine dernière dans les principaux aéroports britanniques ont été provoqués par un "défaut logiciel", a révélé, vendredi, le service de contrôle du trafic aérien du Royaume-Uni (NATS). Plus de 330.000 passagers ont été affectés pendant ces deux jours de perturbations: 155.000 ont vu leurs vols annulés, tandis qu'environ 180.000 ont subi des retards, selon l'organisation professionnelle Airlines UK.

"Il s'agissait d'un problème logiciel

dans une partie spécifique de notre système de données de vol, que nous avons retracé jusqu'à une petite sous-section du code", a expliqué Martin Rolfe, directeur général du NATS, dans un communiqué. "Le problème a été identifié et des mesures d'atténuation sont en place, le temps qu'une solution permanente sûre soit testée puis déployée", a-t-il ajouté. La majorité des vols annulés concernaient des liaisons au départ ou à destination de l'aéroport de Londres-Heathrow, l'un des plus fréquentés d'Europe, selon la société d'analyses

aéronautiques Cirium. Les aéroports de Gatwick, Liverpool, Birmingham et Edimbourg ont également été touchés, et celui de Dublin a indiqué avoir annulé des dizaines de vols. Un autre incident technique survenu en juillet 2025 avait déjà entraîné l'annulation de nombreux vols à destination et en provenance du Royaume-Uni, suscitant la colère des dirigeants de compagnies aériennes. Et en 2023, le Royaume-Uni avait connu sa pire panne des systèmes aériens depuis des années, avec plus de 700.000 passagers affectés

par le retard ou l'annulation de leurs vols. M. Rolfe a indiqué vendredi que le dernier incident n'était pas lié à ceux de 2023 et 2025. La ministre des Transports, Heidi Alexander, a ordonné la semaine dernière une enquête indépendante pour déterminer la cause de l'incident et s'assurer que les systèmes "permettent aux passagers d'arriver là où ils doivent aller". Les conclusions de cette enquête devront être rendues dans un délai de six mois.

APS

PRISE DE CONTRÔLE D'ENTREPRISES FRANÇAISES PAR LA RUSSIE

Paris appelle Moscou à «revenir» sur sa décision

«La France dénonce la mise sous administration provisoire sans justification des filiales russes de plusieurs entreprises françaises et européennes», peut-on lire sur un communiqué conjoint des ministères de l'Économie et des Affaires étrangères. La France a appelé vendredi les autorités russes «à revenir» sur leur décision de prendre le contrôle de plusieurs filiales d'entreprises françaises, justifiée par leur appartenance à des pays «inamicaux» envers la Russie qui envahit l'Ukraine. «La France dénonce la mise sous

administration provisoire sans justification des filiales russes de plusieurs entreprises françaises et européennes» et elle «est en contact étroit avec les entreprises concernées et appelle les autorités russes à revenir sur cette décision», selon un communiqué conjoint des ministères des Affaires étrangères et de l'Économie. Jeudi 17 septembre, Vladimir Poutine a signé un décret plaçant sous le contrôle d'une même société les actifs russes d'Auchan, de Nestlé et de l'ex-entité de Leroy Merlin. «L'un des facteurs qui a été pris en compte pour cette décision, est

le fait qu'il s'agit de pays inamicaux (...) qui sont actuellement impliqués de la manière la plus active possible dans des actions militaires contre notre pays» a justifié vendredi le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Depuis le début de la guerre en Ukraine, plusieurs entreprises occidentales ont été contraintes de quitter la Russie ou de transférer leurs activités à des entités locales, dans un contexte de tensions croissantes entre Moscou, les pays européens et les États-Unis.

R I.

UE

Cinq pays européens appellent à diminuer le prochain budget

Dans une tribune, les chefs de gouvernement de l'Allemagne, de l'Autriche, des Pays-Bas, de la Finlande et du Danemark qualifient de «pas réalistes» les ambitions budgétaires de Bruxelles pour les six ans à venir. Les États «frugaux», connus pour leur orthodoxie budgétaire en Europe, font de nouveau parler d'eux. Dans une tribune parue sur Politico, les chefs de gouvernement de l'Allemagne, des Pays-Bas, du Danemark, de l'Autriche et de la Finlande ont appelé à réduire «de plusieurs centaines de milliards d'euros» le budget pluriannuel de l'Union européenne, censé couvrir la période allant de 2028 à 2034. Présenté en juillet dernier par la Commission européenne, le texte prévoit près de 2 000 milliards d'euros de dépenses sur sept ans, un volume en hausse de 60 % par rapport au budget ayant couvert la période allant de 2021 à 2027. Près de 865 milliards d'euros seraient consacrés aux politiques régionales et agricoles, tandis que 409 milliards iraient à la compétitivité, à la recherche et à l'innovation, notamment dans les technologies stratégiques. Le projet prévoit par ailleurs jusqu'à 100 milliards d'euros pour soutenir l'Ukraine sur la période. Une enveloppe totale «tout simplement pas réaliste, ni sur le plan économique ni sur le plan politique», estiment les dirigeants des cinq États «frugaux», a fortiori «à un moment où les finances publiques de plusieurs États membres suscitent de vives inquiétudes». Ils réclament en conséquence «une réduction équilibrée de la proposition de la Commission, à hauteur de plusieurs centaines de milliards d'euros». Le projet est, à leurs yeux, «trop axé sur des subventions et des transferts alloués en grande partie à l'avance», au détriment des investissements dont l'Europe a, selon eux, «un besoin urgent» dans la sécurité et la défense, la compétitivité et l'innovation, mais aussi dans la lutte contre l'immigration clandestine. Les cinq dirigeants demandent enfin qu'«aucune augmentation» du nombre de fonctionnaires européens ne soit décidée d'ici à 2034. Les négociations sur le prochain budget pluriannuel de l'Union européenne devraient rapidement s'intensifier cet automne, avec un premier rendez-vous majeur lors du Conseil européen du 15 octobre 2026. Les Vingt-Sept visent un accord politique avant la fin de l'année, qui ouvrirait la voie à la finalisation du texte et à son examen par le Parlement européen en 2027. Une fois adopté, le nouveau cadre financier entrerait en vigueur le 1er janvier 2028.

Agence

Anthropic a désormais un laboratoire secret de biologie, et veut que son IA Claude y dirige des robots

Anthropic ouvre un laboratoire de biologie à San Francisco pour son IA Claude. L'entreprise veut désormais que son IA Claude pilote elle-même des expériences biologiques, sans pour autant se lancer dans les essais cliniques.

En pleine période de mises en garde sur les risques existentiels de l'intelligence artificielle, et alors que beaucoup la pensaient cantonnée aux calculs et aux modèles génératifs, Anthropic met désormais les mains dans la paillasse. Selon des informations obtenues par Reuters et dévoilées ce vendredi 18 septembre, l'entreprise californienne a ouvert dans la plus grande discrétion un laboratoire physique dans la baie de San Francisco, où elle teste des protocoles biologiques réels plutôt que de simples simulations. Elle espère apprendre à son robot conversationnel Claude à diriger lui-même des robots de laboratoire, tout en évitant soigneusement le terrain glissant des essais cliniques, sur lequel jouent déjà les géants pharmaceutiques. On est loin du festival d'annonces du début de semaine.

Anthropic confirme l'existence de son laboratoire de biologie

Interrogé par nos confrères plus tôt dans la semaine, Eric Kauderer-



Abrams, responsable des sciences de la vie chez Anthropic, a confirmé l'existence de cette installation. « Nous pensons que pour faire de la biologie, le test ultime reste et restera encore longtemps le travail en laboratoire réel », a-

t-il expliqué, en précisant que l'entreprise partage ces travaux entre ses propres équipes et des partenaires extérieurs, comme le font la plupart des biotechs.

Un porte-parole a toutefois précisé que ce laboratoire n'est pas dédié spécifiquement à la découverte de médicaments, sans en dire davantage. Derrière cette initiative, se cache aussi une histoire personnelle. Car le patron d'Anthropic, Dario Amodei, a perdu son père à cause d'une maladie peu avant qu'un traitement efficace ne soit découvert, un épisode qui, dit-il, a nourri sa vision de l'entreprise, portée sur les maladies rares.

« La mission de l'entreprise est de développer une IA puissante qui profite au monde », résume Kauderer-Abrams, qui voit dans les sciences de la vie la plus grande opportunité pour concrétiser cet objectif. Lors d'un événement à San Francisco en juin dernier, il évoquait déjà l'idée de concentrer les efforts sur des zones que l'industrie pharmaceutique juge peu rentables, fort de sa conviction que l'IA pourrait débloquer des traitements pour des maladies qui ne peuvent pas être ciblés par des médicaments, et qui sont jusqu'ici jugées trop complexes.

Anthropic veut faire de Claude un chercheur autonome

Anthropic imagine qu'un jour Claude pourra diriger lui-même des robots de laboratoire, et qu'ils seront capables de manipuler des éprouvettes et instruments pour mener des expériences avec un minimum d'intervention humaine. Pour y parvenir, l'entreprise a lancé en août le Model Hardware Standard, une sorte de langage commun qui permet à son IA de « parler » di-

rectement aux machines et équipements scientifiques, un peu comme une télécommande universelle adaptée à la recherche. « Nous en sommes aux tout premiers balbutiements de l'automatisation du travail de labo par l'IA », reconnaît Kauderer-Abrams. Un porte-parole précise que la supervision humaine reste, pour l'instant, jugée indispensable pour la sécurité. Ces deux dernières semaines, vous n'êtes pas sans savoir que des chercheurs d'Anthropic ont averti que l'IA pourrait, à terme, représenter une menace existentielle pour l'humanité. Dans le même temps, l'entreprise a reconnu que ses propres modèles pourraient théoriquement aider à développer des armes destructrices, biologiques même. Dario Amodei est même allé plus loin en appelant à ralentir le rythme de développement de l'IA, mettant en garde contre les dégâts catastrophiques qu'une intelligence artificielle plus puissante encore pourrait causer. Ici, on fait évidemment référence à un incident récent où des agents autonomes d'OpenAI avaient réussi à s'introduire dans les systèmes de Hugging Face, la plateforme de référence dans le monde pour les chercheurs en IA. On note qu'en parallèle, Anthropic, une entreprise fortement soutenue par Amazon, prépare une entrée en Bourse potentiellement évaluée à 2 000 milliards de dollars. Anthropic a aussi lancé Claude Science, un logiciel dédié à la recherche biologique, racheté la biotech Coefficient Bio pour environ 400 millions de dollars en actions, et recruté Vas Narasimhan, le patron du géant pharmaceutique Novartis, à son conseil d'administration. L'entreprise travaille déjà avec des poids lourds comme Genentech (filiale de Roche), Bristol Myers Squibb ou Novo Nordisk, à qui elle fournit ses outils d'IA. Certains de ces clients craignent néanmoins qu'Anthropic, en observant leurs données pour faire fonctionner ses modèles, ne finisse par s'inspirer indirectement de leurs propres recherches, même si l'entreprise assure garder ces informations strictement séparées les unes des autres, sans qu'aucun client n'y ait accès. Quand Isomorphic Labs, la filiale d'Alphabet (Google), vise des essais cliniques et a dû repousser cet objectif à fin 2026, Anthropic préfère rester évasif sur cette étape coûteuse et risquée. « Nous ne sommes pas en concurrence avec les entreprises qui vivent de la mise sur le marché de médicaments », tranche Eric Kauderer-Abrams. Comme pour temporiser, dans un monde où tout va définitivement trop vite.

PÉNURIE DE RAM

Samsung hausse ses tarifs en 2027 pour Apple, les prix des iPhone prêts à encore augmenter ?



Les prix des composants mémoires augmentent encore très fortement pour la prochaine année. Apple vient en effet de passer un accord avec Samsung qui pourrait faire mal aux tarifs des iPhone ! Si le nouveau coloris des iPhone 18 Pro a sûrement fait plaisir à de nombreux fans, les prix pratiqués par Apple pour les deux nouveaux modèles eux doivent moins plaire. Pour rappel, l'iPhone 18 Pro commence à 1 479 euros, et l'iPhone 18 Pro Max à 1 629 euros, soit une hausse de prix de 150 euros par rapport à l'année précédente. De quoi potentiellement expliquer l'enthousiasme moindre enre-

gistré dans les précommandes. Et pourtant, ça pourrait ne pas être la fin des hausses de prix ! Samsung augmentera encore en 2027 les prix de 30 à 40% sur les composants mémoires pour Apple. Aujourd'hui, ce qui pousse à la hausse les prix des smartphones, c'est évidemment le coût toujours plus prohibitif des composants mémoires. Des coûts qui ne risquent pas d'aller à la baisse vu cette nouvelle information. En effet, plusieurs publications sud-coréennes annoncent la conclusion d'un accord entre Samsung et Apple, portant sur la fourniture de composants mémoires

en 2027. Ces prix vont ainsi augmenter de 30 à 40% l'an prochain par rapport au troisième trimestre 2026, la firme de Cupertino étant ainsi prêt à payer l'an prochain près de 2 dollars par gigabit de mémoire vive LPDDR5X, et 0,33 dollar par gigabit de stockage flash NAND.

Les iPhone prêts à voir leur prix encore monter ?

Autant dire que la facture matériel ne cesse de s'alourdir. Pour rappel, si la marque à la pomme croquée a dû augmenter fortement les prix de ses nouveaux iPhone 18 Pro et 18 Pro Max, c'était déjà à cause des tarifs en hausse de 400% sur un an des composants mémoires. On se demande maintenant si Apple va répercuter cette nouvelle augmentation des prix sur sa nouvelle gamme d'iPhone 18, ou préférer encaisser ces coûts grâce à ses marges. Une décision qui sera sûrement compliquée à prendre quand on voit comme le marché des smartphones est déjà en berne, à cause des prix de la RAM toujours plus élevés.

VOLKSWAGEN, STELLANTIS...

Pourquoi les constructeurs vous incitent enfin à réparer votre voiture avec des pièces d'occasion

Poussés par la loi et l'envolée des coûts d'entretien, Volkswagen et Stellantis accélèrent sur la pièce de réemploi. Une petite révolution pour les automobilistes qui cherchent à réduire leur facture sans sacrifier la sécurité.

Installer une pièce détachée d'occasion sur sa voiture ? Beaucoup d'automobilistes sont encore réticents à cette idée. Ils craignent toujours que la réparation ne soit pas durable, ou même parfois que leur sécurité se retrouve compromise. Mais les Français semblent de plus en plus enclins à accepter cette solution qui présente de réels avantages économiques, tout en possédant des vertus écologiques. De plus, depuis quelques années, la législation oblige les garages à proposer cette alternative. Même les constructeurs sont donc contraints de s'y mettre, comme l'illustre une récente annonce du groupe Volkswagen.

Pourquoi le groupe Volkswagen accélère sur la pièce détachée d'occasion ?

L'entreprise allemande vient en effet de communiquer sur la signature d'un partenariat avec le groupement Global PRE, un spécialiste de la pièce de réemploi. D'après la multinationale, cet accord poursuit trois objectifs : - améliorer la disponibilité des pièces pour les réparations compte tenu des obligations légales imposées aux réparateurs - contribuer à réduire l'impact environnemental associé à la réparation automobile - offrir une alternative économiquement at-



tractive à la pièce neuve. Ce dernier point sera évidemment le plus intéressant pour les clients. En particulier les propriétaires de véhicules assez âgés, qui sont de plus en plus nombreux sur les routes françaises. Bien souvent, ces derniers ne vont plus en concession depuis longtemps pour faire entretenir leur voiture. Ils jugent les tarifs pratiqués bien trop élevés compte tenu de la faible valeur de leur monture. Leur proposer des pièces d'occasion pour-

rait ainsi contribuer à rendre les factures plus digestes, même si ça ne changera rien aux coûts de main-d'œuvre généralement plus élevés que dans les garages indépendants et les centres-autos.

La pièce d'occasion est-elle toujours une bonne solution ?

Le groupe Volkswagen n'est d'ailleurs pas le seul à investir dans la pièce de réemploi. Il y

a quelques mois, son concurrent Stellantis avait même annoncé qu'il allait vendre ce type de composants directement sur Ebay. Une proposition cette fois davantage destinée aux particuliers qui entretiennent eux-mêmes leur voiture. Les constructeurs automobiles voient donc aussi cette activité comme un moyen de diversifier leurs sources de revenus, dans une période très troublée pour leur industrie. Tout en étant de toute façon obligé de proposer cette solution pour répondre à leurs obligations législatives et environnementales. Mais la pièce d'occasion n'est pas le remède à tout malgré tout. Il reste largement préférable d'opter pour du neuf quand on a besoin de changer ses plaquettes et disques de frein, ses bougies ou ses filtres. Sans parler du remplacement de la courroie de distribution, une opération pour laquelle c'est de toute façon surtout la main-d'œuvre qui fait grimper la facture. Ebay s'apprête même à interdire la vente d'airbags sur son site après plusieurs accidents mortels aux Etats-Unis. En revanche, vous ne risquez pas forcément grand-chose à opter pour la seconde main pour bon nombre de composants, notamment ceux qui ont essentiellement un but cosmétique.

Comment la Chine va écraser l'Europe et ses constructeurs

Alors que Bruxelles multiplie les taxes XXL pour bloquer les voitures électriques venues de Chine, les constructeurs asiatiques ont déjà trouvé la parade. Prix cassés, technologies survolées et stratégies secrètes : découvrez comment des géants comme BYD ou MG sont en train de verrouiller le marché français, au nez et à la barbe des marques historiques. L'industrie automobile vit un tournant historique. Longtemps moqués dans les années 2000 pour leurs problèmes de fiabilité ou de sécurité, les constructeurs chinois débarquent aujourd'hui en force sur le marché européen. Des marques comme MG, BYD, ou encore Xpeng ne se cachent plus : elles arrivent avec des navires rouliers gigantesques capables de transporter des milliers de véhicules d'un coup, prêtes à séduire massivement les automobilistes français et européens. Ce basculement fulgurant s'explique par une décision politique majeure : l'interdiction de la vente de voitures neuves à moteur thermique en Europe pour 2035. Cette mesure a créé un appel d'air pour l'industrie chinoise, qui avait anticipé ce virage depuis de nombreuses années. Comme l'explique Flavien Neuvy, Directeur de l'Observatoire Cetelem, le passage au 100 % électrique a complètement rebattu les cartes du marché mondial : « Ils sont devenus de véritables spécialistes, très bons sur la batterie électrique », effaçant ainsi les barrières technologiques qui protégeaient historiquement les constructeurs européens. La force de ces nouveaux venus réside dans leurs tarifs particulièrement agressifs. Ce tour de force repose sur deux piliers : un soutien fi-

nancier colossal de l'État chinois, entre 2009 et 2024 à hauteur de 230 milliards de dollars, mais aussi une redoutable maîtrise de la chaîne de production.

Le secret de BYD : « On fait tout de A à Z »

Dorothée Bonassies, Directrice Générale de Byd France, résume cette stratégie : « La caractéristique de BYD par rapport à n'importe quel constructeur, c'est son intégration verticale. On fait tout de A à Z. » De l'extraction des matières premières pour les batteries jusqu'à l'assemblage et la logistique, cette autonomie permet de casser les prix de revient. Face à des voitures européennes devenues de plus en plus inaccessibles financièrement au fil des années, l'offre chinoise tombe à pic pour le budget des ménages. La marque MG, sous pavillon chinois, réalise par exemple de très bons scores en France en se positionnant comme une alternative abordable et rassurante, appuyée par un vaste réseau de concessionnaires. Son directeur, Julien Robert, assume cette volonté de démocratiser l'automobile moderne : « On ne casse pas les prix, on vend le bon produit avec la bonne technologie au juste prix. »

« A modèle équivalent, je n'ai aucune raison de choisir une voiture européenne »

Au-delà de l'aspect purement tarifaire, l'offensive chinoise s'appuie massivement sur une conception de l'automobile repensée autour du logiciel et de l'expérience utilisateur. Les constructeurs chinois conçoivent désormais leurs habitacles comme de véritables espaces ultra-connectés, proposant des écrans panoramiques, des commandes vocales

très avancées et des mises à jour à distance régulières. Cette maîtrise logicielle séduit particulièrement une clientèle moderne, de plus en plus sensible à la technologie embarquée et à la fluidité des systèmes d'infodivertissement. « A modèle équivalent (prix et équipement), je n'ai aucune raison de choisir une voiture européenne qui charge moins vite, qui consomme plus et qui accuse un retard certains en dans les technologies » explique Bertrand, propriétaire d'un Xpeng G6. Sur ce point précis, les marques historiques européennes, parfois limitées par des architectures électroniques plus anciennes, doivent redoubler d'efforts pour rivaliser avec cette offre numérique devenue un argument de vente central.

« La dépréciation des modèles chinois suit la même courbe que celle des modèles européens »

Pour pérenniser ce succès et lever les ultimes doutes des consommateurs, ces nouveaux acteurs ont également compris l'importance cruciale du service après-vente. La majorité des marques chinoises déploient rapidement des réseaux de concessions physiques ou s'associent à de grands groupes de distribution automobile français. Jaecoo et omoda on déjà ouvert près de 80 points de ventes et de réparation alors que BYD ne cesse d'étendre son emprise. Ce n'est que le début car une dizaine de marques vont faire leur entrée sur le marché Européen et Français. C'est déjà le cas en 2026 avec Geely, Zeekr ou encore Chery. Cette implantation locale et tangible rassure concrètement l'acheteur, lui prouvant que ces marques s'instal-

lent sur le marché européen pour y rester à très long terme. Reste la question fatidique de la revente, une crainte logique et majeure pour les acheteurs de véhicules neufs. Sur ce point, les données du marché de l'occasion se veulent rassurantes. Selon Stéphane Laffont, expert de la cote à La Centrale, « la dépréciation des modèles chinois suit globalement la même courbe que celle des modèles européens, avec une perte de valeur tournant autour de 45 % au bout de trois ans. La différence réside simplement dans un prix d'achat initial plus bas, ce qui limite la perte d'argent en valeur absolue pour le propriétaire ».

Les constructeurs Chinois font preuve d'une agilité remarquable pour s'adapter aux obstacles

Évidemment, l'Union européenne ne reste pas les bras croisés face à cette déferlante. Pour protéger son industrie et ses emplois, Bruxelles a instauré d'importantes taxes douanières supplémentaires sur les véhicules électriques importés de Chine. En France, cette riposte politique s'est également traduite par la suppression pure et simple du bonus écologique gouvernemental pour les modèles qui ne sont pas fabriqués sur le sol européen, infligeant un coup de frein à leurs ventes. Mais les constructeurs Chinois font preuve d'une agilité industrielle et stratégique remarquable pour s'adapter à ces obstacles. En quelques mois, ils ont basculé vers les technologies hybrides et hybrides rechargeables, totalement exemptées de ces surtaxes. Pour Julien Robert de MG Motor, le constat est clair : « Les véhicules hybrides, pour

nous, c'est la solution du moment. ». Mieux encore, ils construisent leurs propres usines en Europe (comme BYD en Hongrie) et ouvrent des centres de recherche et développement sur notre sol pour concevoir les citadines du segment B, particulièrement prisées en France, à l'image de Chery. Enfin, pour achever de convaincre, BYD déploie son propre réseau de 3 500 bornes ultra-rapides capables de recharger un véhicule en 5 minutes, éliminant le dernier frein à l'achat. Pas encore capables de bousculer le podium dominé par Renault et Peugeot dans l'Hexagone leur progression devient malgré tout suffisamment nette pour peser dans les équilibres du marché. Leur part de marché représente environ 5 % du marché. Un niveau encore modeste mais en progression, selon Marie Laure Nivot, experte stratégie de AAA DATA.

Les constructeurs Européens en retard

Cette situation met en lumière un immense paradoxe politique : l'Europe exige une transition écologique rapide vers l'électrique, mais pénalise les seuls constructeurs capables de proposer des modèles abordables. La percée chinoise n'est pas un simple phénomène de mode, mais une métamorphose profonde et durable du parc automobile. L'avance technologique de ces nouveaux géants est telle que de nombreux constructeurs européens historiques signent désormais des partenariats avec eux pour combler leur propre retard. « Aujourd'hui ils n'ont plus trop le choix en fait. Parce qu'ils sont en retard sur l'électrique. Aujourd'hui c'est une béquille importante, reste à savoir qui sera l'béquille de l'autre dans le futur,

Mots fléchés

Corps de métier	↓			Agence spatiale européenne	↓					Lisse	↓		Entrée au Vietnam	↓
Concordance	→	Détention	↓	Force	→	24 heures	↓	Livre avec bulles	↓	Service de table qui est un bien de la famille	↓		Passage neigeux	↓
	→				↓						↓			↓
Débris		Grande école	→											
	→	Tas	↓			Boiteux	↓	Service hospitalier	↓	Ville auvergnate	→			
	→									Obtenue	↓			
						Dynastie de peintres flamands	→							Sucres simples
						Titane	↓							
La loi du silence	→							Voie citadine	→			Sommes reçues	Saison chaude	↓
Poteau	→													
	→							Types	→					
Mousseux italien	→					Passé-partout	→			Visage	→			
										Deux romain	↓			
						Contestes	↓							
Dictateur et maréchal yougoslave		Ville allemande	→					Filles d'un frère	→					
	→	Modéré	↓											
				Troisième personne du singulier	→			Habit imperméable	→				Métal précieux	Rivière du Congo
				Bagnole	↓			Sain	↓					
Baptisée	→					Sélénium	→			Aussi	→			
Première page	→					Bedaine	↓			Boisson à l'eau	↓			
	→			Maison en bois	→									
				Infini	↓			Unité de mesure	→					
Supposé	→	Pays champenois	→			Rivière bretonne	→					Roi de Juda	Griffe de rapace	
	→	Marrantes	↓											
								Piège à poissons	→					
Inspiratrice		Dieu de l'Amour		Ville roumaine		Gambades	→					Bagages		Apprendre
	→		↓											↓
						Ville des Bouches-du-Rhône		Refuge Revenus réguliers sans avoir à travailler	→					
Décora	→					Léger	→					Le cinéma est le septième		
						Partie d'intestin	↓					Bon geste		
Distrac-tion	→													
Goutte-lette de salive	→							Qui a de gros os		Ecchymose	→			
	→													
										Bradype	→		Beau perroquet	
										Baie jaune	↓			
Coupelle de labo		Tantale		L'Estonie	→							Capucin	→	
	→			Soldat US	↓									
				Mômes	→							Longue période	→	
Conifère	→							Usagé	→			Poisson	→	

PÉTROLE

Le Brent à 103,87 dollars le baril

Les cours du pétrole se sont repliés vendredi. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, a perdu 0,91% à 103,87 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, a reculé de 1,58% à 100,30 dollars. Les prix de l'or noir clôturent la séance en baisse pour la troisième fois d'affilée, le Brent ayant lâché près de 3% depuis le début de la semaine.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 20 septembre 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



MONNAIES

Le dollar en légère baisse face à l'euro

Le dollar cède très peu de terrain jeudi, conservant en grande partie ses gains de la veille après la hausse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed). Vers 10H15 GMT, le billet vert baissait d'à peine 0,13% face à l'euro, à 1,1480 dollar, et de 0,16% face à la livre britannique à 1,3403 dollar. En effet, la Fed a relevé mercredi ses taux d'intérêt pour calmer l'inflation, jugée "trop élevée, depuis trop longtemps" par Kevin Warsh, le patron de l'institution. Les membres du comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) ont rehaussé - à l'unanimité - d'un quart de point pour atteindre une fourchette comprise entre 3,75% et 4%. Le marché anticipait largement cette hausse de taux, mais le dollar a tout de même bondi car tout dans la réunion du FOMC de mercredi pointait vers une tendance haussière, notamment les prévisions de croissance et d'inflation, selon les spécialistes du marché. Ces facteurs ont renforcé les prévisions de nouvelle hausse de taux avant la fin de l'année, ce qui favorise un dollar plus élevé. Pour les investisseurs, la hausse des taux de la Fed offre une meilleure rémunération sur les placements en dollars, et rend plus intéressant d'en détenir comparativement à d'autres monnaies ou actifs. Par ailleurs, les cambistes s'attendent à ce que la Banque d'Angleterre (BoE) maintienne ses taux inchangés à l'issue de sa réunion jeudi.

APS

IMPÔTS

Les contribuables soumis au régime du bénéfice réel invités à souscrire par voie de télé-déclaration avant le 30 septembre

La Direction générale des impôts (DGI) a invité, jeudi dans un communiqué, les contribuables soumis au régime du bénéfice réel à procéder à la souscription par voie de télé-déclaration de l'état récapitulatif annuel (ERA), au titre des exercices financiers 2024 et 2025, avant le 30 septembre courant.

"La Direction générale des impôts informe l'ensemble des contribuables soumis au régime du bénéfice réel que le délai de souscription par voie de télé-déclaration de l'état récapitulatif annuel, au titre de l'exercice financier 2025, prévu par les dispositions des articles 18 et 151 bis du Code des impôts directs et taxes assimilées, expire avant le 30 septembre 2026", lit-on dans le communiqué. La DGI a précisé que le délai de souscription par voie de télé-déclaration de l'ERA au titre de l'exercice 2024, initialement fixé au 30 septembre 2025, a été prorogé jusqu'au 30 septembre 2026.

A cet effet, elle appelle tous les contribuables concernés à prendre les dispositions nécessaires afin de se conformer à cette obligation dans les délais légaux impartis.

APS

INSTALLATION DU NOUVEAU WALI DE BOUMERDÈS

Le ministre Sayoud appelle à accélérer les projets structurants

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé samedi la cérémonie d'installation d'Amine Benmalek dans ses fonctions de wali de Boumerdès, en présence des autorités locales civiles et militaires ainsi que de représentants de différents organismes et organisations. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre a indiqué que cette installation s'inscrivait dans le cadre de la volonté du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de "poursuivre le renouvellement des compétences et de renforcer la performance de l'administration locale, afin de répondre aux exigences du développement et aux attentes des citoyens, tout en consacrant les principes d'efficacité, de rigueur et de transparence dans la gestion publique". Il a souligné que la wilaya de Boumerdès revêtait une "grande importance" en raison de sa position stratégique et de ses potentialités économiques, agri-

coles, industrielles et touristiques, susceptibles de constituer un véritable levier du développement local. M. Sayoud a également relevé que la wilaya avait bénéficié, ces dernières années, d'importants projets structurants ayant contribué au renforcement des infrastructures de base, à l'amélioration des services publics, à l'attractivité du territoire et au développement local, notamment dans les secteurs des travaux publics et de l'hydraulique. Il a estimé que les "acquis réalisés grâce aux efforts de l'Etat et à la contribution des différents secteurs constituaient une base importante à consolider", soulignant que la prochaine étape devrait être consacrée à "la mise en valeur de leur impact économique et social, tout en veillant à leur pérennité, à l'amélioration de leur exploitation et de leur maintenance, ainsi qu'à l'achèvement des projets accusant du retard". Dans ce cadre, le ministre a appelé le nouveau wali à établir un diagnostic précis de la situation des grands projets

en cours, à définir les priorités, à identifier les contraintes entravant leur réalisation et à proposer des solutions permettant d'accélérer leur rythme d'exécution. Il a, par ailleurs, insisté sur la nécessité d'une coordination "efficace et durable" entre les différents acteurs, appelant le wali à consacrer la "culture de concertation et du travail collectif, à assurer le suivi sur le terrain de la mise en œuvre des décisions et des projets et à faire des résultats obtenus et de leur impact sur la vie du citoyen le principal critère d'évaluation de la performance". Le ministre a conclu que l'objectif était, en définitive, de "transformer les investissements en une valeur ajoutée perceptible par les citoyens, contribuant à la création de richesses et d'emplois, à l'amélioration de la qualité des services et au renforcement du développement durable dans la wilaya". Synthèse R E.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Accélérer la production locale des composants plastiques

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a appelé à accélérer le processus de localisation des composants destinés à l'industrie automobile, notamment les pièces plastiques, lors d'une rencontre tenue hier à Alger avec les représentants des entreprises algériennes agréées dans la fabrication de véhicules. La rencontre, organisée au siège du ministère en présence de cadres centraux du département, a été consacrée à l'examen des moyens de renforcer l'intégration de l'industrie auto-

mobile nationale, à travers notamment l'augmentation du taux d'intégration, le développement de la sous-traitance et l'élargissement de la production locale de composants et de pièces de rechange. Dans ce cadre, le ministre a donné des instructions pour accélérer la coordination avec la société General Plastic Injection (GPI), implantée à Tissemsilt et relevant du groupe ACS, afin de lui permettre de prendre en charge la fabrication des composants plastiques spécifiques aux différents constructeurs automobiles. Les

fabricants de véhicules devront, de leur côté, fournir les moules nécessaires à la production de ces composants, une démarche devant permettre de couvrir localement l'ensemble de leurs besoins en pièces plastiques. Cette orientation a reçu l'adhésion des opérateurs présents à la rencontre, qui se sont engagés à fournir les moules nécessaires afin de permettre à GPI d'entamer, dans les meilleurs délais, la production des composants destinés à leurs usines. A cette occasion, M. Kourtel a affirmé que les services du minis-

tère accompagneront ce processus et œuvreront à soutenir sa concrétisation, en vue de renforcer la production nationale et de favoriser la localisation progressive des composants entrant dans la fabrication des véhicules. Cette démarche s'inscrit, selon le ministère, dans le cadre de la stratégie de l'Etat visant à développer une industrie automobile nationale intégrée, à renforcer le tissu de sous-traitance et à accroître la part des composants produits localement.

Synthèse R E.

OULED DJELLAL

26 millions DA pour le transport scolaire

La wilaya d'Ouled Djellal a alloué un montant de 26 millions de dinars pour prendre en charge le transport scolaire, en prévision de la rentrée scolaire 2026-2027, ont annoncé samedi les services de la wilaya. La même source a précisé que cette enveloppe financière, puisée du budget de la

wilaya, a été allouée à l'entretien de 86 bus appartenant aux communes et à la location de 34 autres appartenant à des particuliers. Les services de la wilaya ont souligné que cette opération vise à garantir le transport des élèves dans des conditions adéquates et à contribuer à l'amélioration des conditions

de scolarisation, notamment pour les élèves résidant loin des établissements scolaires, en précisant que toutes les dispositions ont été prises pour réussir la rentrée scolaire dans la wilaya.

APS

FORMATION PROFESSIONNELLE

L'Algérie participe à Shanghai aux Olympiades mondiales des métiers

L'Algérie participe, du 22 au 27 septembre courant à Shanghai (Chine), aux compétitions des Olympiades mondiales des métiers (WorldSkills International), dans les spécialités "Technologie automobile" et "Développement d'applications mo-

biles", indique samedi un communiqué du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. L'Algérie est "représentée à ce rendez-vous mondial par les jeunes Akram Hariz, dans la spécialité +Technologie automobile+, et Yasser Haouas, dans la

spécialité +Développement d'applications mobiles+", précise-t-on de même source. Les deux candidats "porteront haut les couleurs de l'Algérie et l'ambition de sa jeunesse à l'occasion de ces Olympiades mondiales, après un parcours de formation spécialisée exigeant

et des efforts assidus, qui leur ont permis de se qualifier, avec l'appui de leurs formateurs, instructeurs et encadreurs, ainsi que de tous ceux qui les ont accompagnés dans le perfectionnement de leurs compétences", conclut le communiqué.